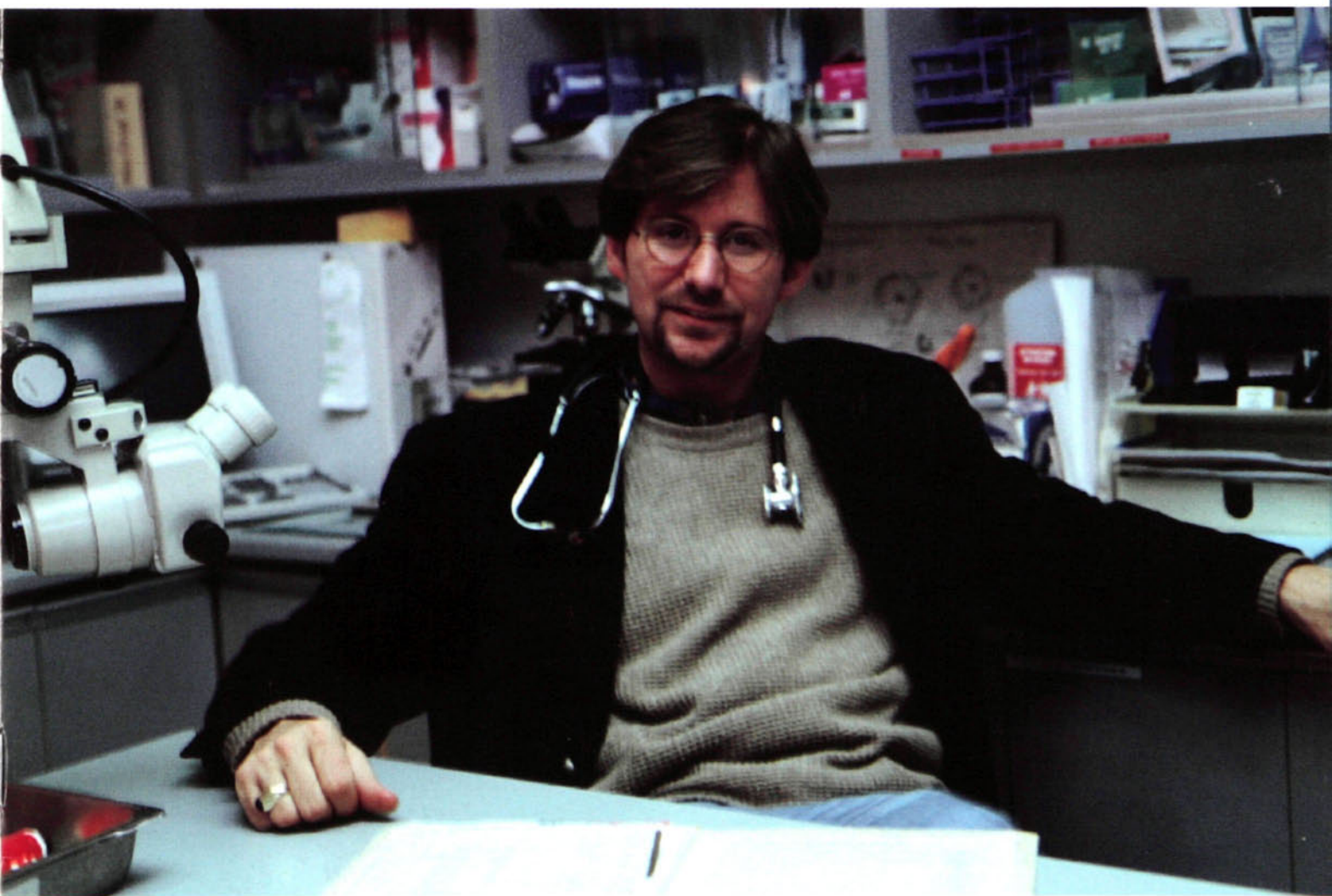


Vo
247 • 3,75 \$
MARS - AVRIL 1994

DOSSIER

Quand ça bouge dans les régions du Québec...



Entrevue avec Réjean Thomas

LES VERTIGES D'UN MÉDECIN

9 770849 035006



TOUIT UN MONDE À SUIVRE

un peu nerve...



... pour mieux parler de vous,
avec nous à l'antenne
de Radio-Québec
et de Téléenseignement

Surveillez vos bulletins d'information syndicaux pour connaître l'horaire des diffusions



La série « Tout un monde à suivre » composée de 13 nouvelles émissions reprenra l'antenne de Radio-Québec et sur la chaîne Télé-Enseignement CANAL

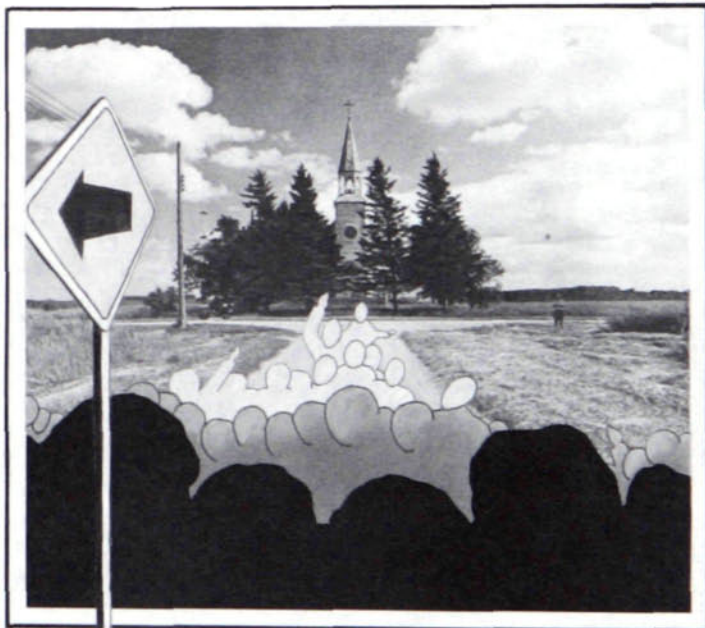
CANAL de Télé-enseignement :

Montréal câble 23/UHF 29 - Québec câble 23 - Sherbrooke câble 23 - Chicoutimi câble 18

	Dimanche	Lundi	Jeudi	Samedi
L'éducation... « <i>Tout un monde à suivre</i> »	12h00 Radio-Québec	8h30 Télé-Enseignement	19h00 Télé-Enseignement	16h30 Télé-Enseignement
1. L'organisation du travail 1	23 janvier	17 janvier	20 janvier	22 janvier
2. L'organisation du travail 2	30 janvier	24 janvier	27 janvier	29 janvier
3. Le système d'enseignement : les "réformes"	6 février	31 janvier	3 février	5 février
4. Vivre en harmonie	13 février	7 février	10 février	12 février
5. La formation professionnelle	20 février	14 février	17 février	19 février
6. Les écoles vertes Bruntland	27 février	21 février	24 février	26 février
7. Les filles et leur spectaculaire réussite scolaire	6 mars	28 février	3 mars	5 mars
8. Les enfants, les jeunes et leurs Maisons	13 mars	7 mars	10 mars	12 mars
9. La voie technologique	20 mars	14 mars	17 mars	19 mars
10. La télévision rend-elle analphabète ?...	27 mars	21 mars	24 mars	26 mars
11. Un bain d'anglais	4 avril	28 mars	31 mars	2 avril
12. La formation des maîtres	10 avril	4 avril	7 avril	9 avril
13. L'école au XX ^{ème} siècle	17 avril	11 avril	14 avril	16 avril



22



PHOTOMONTAGE: DENIS RIOUX



PHOTO: YVES PROVENCER

8

ÉDITORIAL 4

POINT DE VUE 6

• **L'enseignement de l'histoire**

Peut-on se passer du nationalisme dans l'enseignement de l'histoire nationale ?

ENTREVUE 8

• **Réjean Thomas**

LES VERTIGES D'UN MÉDECIN

Il passe à une autre étape, la politique, après être devenu la figure marquante de la médecine du sida, cette médecine de l'échec. En traitant les malades du sida, Réjean Thomas a assisté pendant 10 ans à la rencontre entre la nature humaine et le vide moral, un grand vide moral.

VIE ET CULTURE 18

• **Démagogues de la radio**

DOSSIER 22

• **Quand ça bouge dans les régions du Québec...**

Depuis deux ans, d'importantes mobilisations populaires ont secoué nombre de villes et villages du Québec. S'il est vrai qu'elles s'abreuvent toutes au même sentiment d'être flouées par les grands centres, ces mobilisations sont pourtant loin d'être le produit d'un seul et unique mouvement de contestation.

TOUR DU QUÉBEC	13
PHOTO-REPORTAGE	14
AUX ÉTATS	16
BILLET	17
CHRONIQUE INSOLENTÉ	20
QUÉBEC EN COULEURS	21
EN MOUVEMENTS	36
SUR LA PLANÈTE	40

VO

VO : LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Fondé en 1951. Magazine d'information alternatif, au service des classes populaires, il traite de leurs conditions de vie et de travail, de leurs organisations, de leur culture et de leurs débats. VO s'inspire du courant chrétien libérateur. Il est publié en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-auteur-e-s-es.

Conseil d'administration: Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Sylvio Gagnon, Ginette Gaudreault, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Louise Boivin, Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, France Paradis, Pierre Viau. **Collaborations régulières et membres des sous-comités:** Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Maryse Robert, Marc Valade, Pierre Viau.

Rédaction en chef, coordination, promotion et publicité: Jean Robitaille. **Pupitre et secrétariat de rédaction, visuel, comptabilité et rédaction:** Daniel S.-Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Denis Rioux. **Bande dessinée:** Vivian Labrie. **Mise en pages:** André Leclerc.

Impression: Imprimerie d'Arthabaska inc.

Distribution: Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513

Fréquence de parution: 6 numéros par an

Photo page couverture: R. Thomas, par Yves Provencher.

Grille de tarifs:

Abonnement pour individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans

Abonnement institutionnel: 28\$/an

Abonnement de soutien: 28\$/an

Étudiant ou sans emploi: 14\$/an

À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an

À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an

Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste)

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Le magazine reçoit une subvention du Ministère de la Culture du Québec. Les articles sont inscrits dans le répertoire analytique de presse *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement no.0220. Parution: n°247, 1^{er} mars 1994.

Revue VO, 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: 527-3403

EDITORIAL

RAS-LE-BOL DE LA POLITIQUE PARTISANE:


FRANÇOIS SAVARD

L'émergence de Ross Perot aux États-Unis, du Reform Party, du Bloc Québécois et peut-être du parti de Jean Allaire ont tous un point en commun. Ils puisent une partie de leur popularité dans l'écœurement de la population envers la classe politique.

En guise de solution, le Reform Party, le Parti Libéral et le Parti Conservateur ont tour à tour proposé, lors de la dernière campagne électorale, de favoriser le «vote libre» à la Chambre des Communes. Le groupe de Jean Allaire a fait la même proposition pour l'Assemblée Nationale.


MARIONNETTES DE PARTI


Présentement, le député agit comme *yes man* au service des membres les plus influents de son parti. Or, celui-ci devrait être le porte-parole des besoins de ses électeurs. Légalement, rien n'empêche un député de voter librement. Toutefois,



**Ne manquez pas dans le prochain numéro...
Mai-juin 1994**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

ENTREVUE 
Aristide... de Montréal

DOSSIER: 
Le travail de rue: un métier

LE VIEUX BRITANNIQUE



LESSIN JAMES WAGNER

dans la réalité, celui-ci est soumis à l'intransigeante «ligne de parti»¹.

L'an passé, plusieurs députés conservateurs, préoccupés par l'impopularité de la réforme de l'assurance-chômage, s'opposaient à ce projet de loi. La direction du parti procéda alors à du «tordage de bras»: promesses de projets pour leur comté, offre d'un poste politique, menace d'isolement. Quelque temps plus tard, ceux-ci votèrent avec l'*establishment* du parti. À l'exception de deux députés, les jeux de coulisses avaient eu raison des dissidents. Selon l'ex-député libéral provincial Guy Bélanger, «la pire sanction, c'est l'ostracisme. Quand tu arrives à la table et que tous tes collègues se lèvent et s'en vont à une autre table c'est pénible!»².

À Montréal, le conseiller municipal indépendant Marcel Sévigny fait des constatations semblables: «Nous croyons que de plus en plus de gens sont désabusés de la vie politique entre autres parce que les partis ne servent qu'à quelques personnes pour prendre et contrôler le pouvoir à travers une démocratie parlementaire»³. Élu sous la bannière du RCM, il a dû quitter le parti afin de maintenir son auto-

mie politique. Aux groupes populaires et communautaires, Marcel Sévigny propose d'avoir «une stratégie électorale» en marge de tout parti politique. Pour les élections municipales, il propose des candidatures indépendantes.


NOUVELLES COULEURS

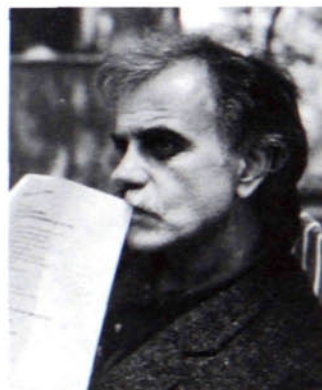
Toutefois, cette proposition et le vote libre pourront difficilement s'imposer sans de profondes modifications aux structures politiques.

Un mode d'élections proportionnelles par régions ou quartiers permettrait l'éclosion d'idées nouvelles. Ainsi, dans une région avec dix députés, tous les partis ou coalitions ayant obtenu au moins 10% du vote seraient représentés par au moins un député⁴. Ce mode de scrutin, répandu en Europe, a favorisé l'entrée en scène des Verts et de leurs préoccupations écologiques.

À Ottawa et à Québec, la séparation du pouvoir exécutif (conseil des ministres) et du pouvoir législatif (députés), comme c'est le cas aux États-Unis, permettrait le vote libre. Alors que nos premiers ministres font figures d'autocrates, le Président des États-Unis doit convaincre une majorité de représentants et de sénateurs pour chaque nouvelle législation.

Vote libre, candidatures indépendantes, proportionnelles, séparation de l'exécutif et du législatif n'élimineraient pas pour autant les jeux de coulisses et le manque de transparence. Au pire, nous aurions à composer avec un élargissement du spectre politique jusqu'à l'extrême droite. Mais ces réformes pourraient amener des idées nouvelles et rapprocher la population du pouvoir politique.

Sans être une panacée, une réforme du vieux parlementarisme britannique, dont nous avons hérité, est nécessaire. Il est primordial de brasser la classe politique, qui manque manifestement d'imagination et d'initiative. Une meilleure implication de la population est un objectif incontournable dans tout processus démocratique. 



Marcel Sévigny,
conseiller municipal
indépendant.

1 Il existe quelques rares exceptions pour des questions morales comme la législation de l'avortement.

2 PRATTE, André, *La discipline de fer des partis*, «La Presse», Montréal, samedi 11 décembre 1993, p. B6-B7.

3 SÉVIGNY, Marcel, *Les milieux populaires-communautaires et l'action politique électorale municipale*, août 1993.

4 On constate que lorsque quatre partis se répartissent les votes ainsi: 40%, 30%, 20% et 10%, le premier parti obtient généralement 7 députés, le second, 3 et les deux autres, 0. Or, un système proportionnel répartirait les députés selon le vote, c'est-à-dire respectivement: 4, 3, 2 et 1.

ÉRIC NORMANDEAU

Dans son ensemble, l'enseignement de l'histoire renferme trois aspects *utilitaires*. Il ne vise pas simplement la transmission de connaissances techniques et demeure la principale façon de présenter notre société aux futures générations.

L'histoire sert premièrement à **former l'identité collective**, actuellement par le biais de la nation. Partout, l'histoire prend une forme nationale, et les références à NOTRE passé, à NOS ancêtres, sont des dénominateurs communs à tous les programmes d'histoire.

Deuxièmement, l'enseignement de l'histoire répond au besoin **d'expliquer et de justifier le présent** en interprétant le déroulement des événements qui y ont mené. Aurait-il pu en être autrement? C'est de la spéculation contraire à la rigueur scientifique chère à la discipline historique. En évacuant ainsi la possibilité qu'il ait pu en être autrement, on légitimise le présent et on le présente comme une évidence. On a tendance à ne retenir dans le discours historique que les événements qui ont encore des répercussions aujourd'hui. Par exemple, le clergé a longtemps été présenté comme l'acteur principal du développement du Québec. Avec la Révolution tranquille, et une atténuation de ce rôle, on assiste du même coup à une *réinterprétation de son importance* passée. Depuis, évacué de l'histoire, on en oublie les héritages.

Finalement, l'histoire sert aussi l'objectif de formation de la personne citoyenne de demain, en **sensibilisant les jeunes à leur environnement social et politique**. Ce dernier aspect est actuellement quasi absent des salles de classes. Tout au plus mise-t-on sur une sensibilisation aux erreurs du passé. Ainsi, le nazisme, la ségrégation états-unienne l'emportent sur une sensibilisation directe aux discours anti-racistes, contemporains ou passés.



PHOTO: WILLIAM JAMES TOPLEY



PHOTO: RICHARD KALVAR - MAGNUM

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE NATIONALE DANS UNE SOCIÉTÉ PLURALISTE:

«NOUS» ET «L'AUTRE»

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE CONDUIT-IL OBLIGATOIREMENT À PLUS DE NATIONALISME? POINT DE VUE D'UN FUTUR ENSEIGNANT.

HISTOIRE DE L'HISTOIRE

L'histoire, comme discipline, a débuté avec le vide qu'a laissé la disparition de la royauté. Avant les révolutions, l'histoire est essentiellement politique et n'est qu'une succession d'événements enclenchés par la royauté ou qui la met en scène. Après celles-ci, l'histoire devient symbole du «Nous», mythe des origines communes. Histoire de laquelle est toutefois exclue la «micro-histoire», c'est-à-dire le quotidien signifiant, qui distingue un individu d'un autre. L'emphasis est mise sur ce qui rassemble plutôt que sur ce qui distingue, sur **la nation** plus que sur quoi que ce soit d'autre.

Un nouveau mythe unificateur est aussi trouvé dans les idéaux révolutionnaires universels (liberté, égalité, fraternité). En soi, ces nobles idéaux sont universels, mais leur application dépend toujours d'une culture et d'une nation particulières. Il y a ainsi, dès le départ, une confusion entre les idéaux démocratiques et leur environnement socio-historique.

Histoire particulière et valeurs universelles sont aussi confondues. Les Français-es à une époque, ou les États-Uniens-nes à une autre, se sont attribué le rôle d'aller porter la modernité dans d'autres sociétés au nom de ces idéaux soi-disant universels. On a voulu impo-



GRAVURE DE EDMOND-J. MASSICOTTE



PHOTO ROGER CHARBONNEAU

ser ses réalisations à d'autres, sans tenir compte des rapports sociaux existants, excusés par le progrès et la modernisation. Nous devrions pourtant accepter qu'il y ait plusieurs forces de démocratie, non pas une seule, idéale, mais plusieurs, adaptées.

SE RAPPROCHER

Prétendre établir automatiquement un rapport identitaire entre Champlain, Maisonneuve et les jeunes d'aujourd'hui relève un peu de l'absurde. Ces personnages historiques ne sont pas sans importance, mais d'autres sont plus significatifs pour les gens aujourd'hui, d'autres ont marqué d'autres lieux, d'autres cultures, plus près de nous. Connus et inconnus, ces personnages mythiques diffèrent selon le milieu social, la génération ou l'environnement culturel. Par exemple, les jeunes générations des années 60 et 70 entretenaient des rapports signifiants davantage avec le «Che» qu'avec les ancêtres colonisateurs présentés dans les écoles.

Aller à la recherche des mémoires significatives oubliées, perdues du fait du triomphalisme de l'histoire nationale et politique, c'est retrouver les lettres de noblesse des jeunes d'aujourd'hui, dans



PHOTO ALEXANDRE KOBBEH

Si le sport s'accommode bien du nationalisme, l'histoire, elle pourrait s'en distancer.

leur multiplicité vivante. Il faut un réajustement du discours historique. Il nous faut formuler pour l'éducation de l'histoire la primauté de l'individu à former sur l'objet ou le programme statique et figé à transmettre.

NOUS ET L'AUTRE


C'est devant les difficultés d'unifier réellement le monde autour de ces idéaux que le «Nous» distingue de «l'Autre». Du moment où l'on assiste à un refus, de la part d'une société, de s'organiser autour de mêmes valeurs, la distinction est établie. Cette différence en fait oublier d'autres et peut procurer une fausse apparence d'unité. De plus, relevant d'un État centralisé, l'enseignement de l'histoire est uniforme, indépendant des classes sociales et des cultures régionales. L'histoire n'a plus un caractère univoque. On ne peut plus supposer une homogénéité aux sociétés qui la diffusent. Les communications se sont démocratisées, et l'identification collective se fait par d'autres voies que la nation.

Il existe une multitude de réseaux sociaux signifiants qui souvent sont plus importants pour les individus concernés, plus concrets que l'abstraite nation. Aujourd'hui, nous nous définissons en tant qu'individu autrement que par la nationalité: nous sommes simultanément jeunes/vieux, femmes/hommes, catholiques/protestants/athées, urbains/ruraux, immigrants/résidents de longue date, etc. Toutes ces identités se vivent, s'expérimentent dans des lieux concrets qui produisent aussi une mémoire et une histoire. C'est le cas, par exemple, de la «micro-histoire»: la vie quotidienne, le travail, le loisir, la famille, etc.

L'histoire d'un quartier, d'un milieu de travail, d'une famille, d'une entreprise est aujourd'hui plus en lien avec les individus que la nation. La place insti-

PHOTO ANRAM GALMI



tutionnelle de l'histoire proprement nationale devrait être remise en cause. La pluralité de nos sociétés (la présence de groupes ethnoculturels importants, la multitude des réseaux sociaux porteurs de mémoires, etc.) n'est pas représentée dans les cours d'histoire. «L'Autre» n'est pas que physiquement à nos côtés; il-elle se retrouve sur les écrans de télévision, dans la publicité. Il-elle est dorénavant partie intégrante de notre identité, ou du moins la questionne-t-il-elle. Et pourtant, dans la transmission de l'identité collective par un enseignement de l'histoire centré sur la nation culturelle, il-elle est absent-e. «L'Autre» se retrouve aussi dans les écoles où l'on continue à lui transmettre, via les programmes d'histoire, une identité figée qui n'est que partiellement la sienne, comme elle est partiellement la nôtre. 

Lectures suggérées:

Gérard NAMER, *Mémoire et société*, Paris, Méridiens-Klincksiek, 1987.

Pierre NORA et Jacques Le GOFF (sous la direction de), *Faire de l'histoire*, 3 tomes, Paris, Gallimard, 1974.

ÉRIC NORMANDEAU est étudiant à la maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal. Son mémoire portera sur le nationalisme et la révision de l'histoire.

RÉJEAN THOMAS: LES VERTIGES D'UN MÉDECIN

ANDRÉ BÉLANGER



PHOTOS: YVES PROVENCHER, AGENCE CHRONO-PRESSE

LA MÉDECINE DU SIDA, C'EST LA MÉDECINE DE L'ÉCHEC.
ENTRE LA VIE ET LA MORT. EN TRAITANT LES MALADES DU SIDA,
RÉJEAN THOMAS ASSISTE À LA RENCONTRE ENTRE LA NATURE HUMAINE
ET LE VIDE MORAL, UN GRAND VIDE MORAL.

À 42 ans, Réjean Thomas est aux malades du sida ce que Michel Chartrand est au monde ordinaire: un défenseur et un symbole. En dix ans, il a accompagné des centaines de sidéens-nes dans leur passage vers la mort. Un voyage qui l'a mené, de décès en décès, et de batailles en batailles, au pays des marginaux-ales, des rejetés-es de la société: homosexuels, immigrants-es, pauvres; au pays des damnés-es de cette deuxième moitié du 20^e siècle.

Le voyage a débuté il y a dix ans, un matin de novembre. Réjean Thomas traitait alors des personnes atteintes de maladies transmises sexuellement. Un patient se présente devant lui avec une MTS jusqu'alors inconnue. «À ce moment-là, on ne savait pas ce qu'était cette maladie. On l'appelait la "maladie des Américains", raconte-t-il. On a appris à la traiter sur le tas.»

En 1984, il fonde avec le docteur Clément Olivier la clinique l'Annexe, laquelle deviendra trois ans plus tard la clinique l'Actuel. Sans médicament, sans disposer d'aucun test de dépistage fiable – les premiers tests ont été disponibles en novembre 1985 seulement –, le Dr Thomas plonge dans un univers de détresse pour lequel il met à profit ses talents de communicateur-né. Le médecin devient rapidement la coqueluche des médias, trop heureux d'avoir déniché ce porte-parole aussi volubile. Jovial, sympathique, il parle vite et bien de son sujet. Et il en parle avec passion, bous-

culant au passage les idées reçues et les préjugés.

LE SEXE DU JUSTE

«Comme toutes les maladies à connotation sexuelle, le sida dérange, dit-il. Le traitement du virus m'a fait découvrir les conditions de vie difficiles de sous-cultures déjà victimes d'intolérance et dont la maladie ne faisait qu'ajouter à la souffrance.»

Le docteur Thomas entreprend alors sa quête: défendre la dignité des marginaux et des rejetés de la société. La lutte qu'il mène contre le sida est avant tout une bataille contre les préjugés et le racisme camouflés derrière un discours moral construit autour de la culpabilité, du bien et du mal, de la faute et de la responsabilité.

«On dit des enfants ou des transfusés qui ont été contaminés qu'ils sont des victimes innocentes du sida, explique-t-il. On laisse ainsi entendre qu'il y aurait une autre catégorie de victimes, les coupables, qui ne récolteraient que ce qu'elles ont semé. C'est absurde! Avant tout, les malades souffrent, peu importe qu'ils soient toxicomanes, homosexuels, hétéros, riches ou pauvres.» L'histoire se répète, estime le Dr Thomas: «La syphilis, la peste, la tuberculose sont des maladies à connotation sexuelle qu'on attribuait aussi à des comportements déviants: mauvaise hygiène, mauvaises mœurs, pauvreté ou sexualité dépravée.»

En décembre 1991, le Dr Olivier déclarait

MÉDECIN MALGRÉ EUX

Rien ne destinait Réjean Thomas à devenir le héros du sida. Né à Tracadie en pleine campagne, il était plutôt réservé, voire même timide. La grand-mère est décédée d'une fausse couche: le médecin du coin ne s'était pas déplacé, parce qu'il savait que la famille n'aurait pas les moyens de le payer. Cette histoire-là a marqué le futur Dr. Thomas.

À l'école, il se contentait d'être premier de classe et d'observer les gens. «À Québec où j'étudiais, je passais mes journées dans les cafés avec ma copine à observer les gens, dit-il. J'aime voir le monde, c'est ma façon à moi de voyager.» Maintenant je n'ai plus le temps, de toute façon, de flâner dans les cafés. Mais en vacances à l'étranger, je le fais, j'y passe mes journées. D'ailleurs, en Europe, c'est beaucoup moins mal vu. Ici, quand les gens reconnaissent quelqu'un dans un café, ils se disent: "il ne fait rien, il ne travaille pas"!»

Après Québec, il entreprend un grand voyage qui l'amènera jusque dans les bas-fonds de la jungle du centre-ville montréalais. «Les malades du sida sont tombés dans ma vie. J'étais sensible à l'intolérance, et le hasard de la rencontre avec des êtres a fait de moi ce que je suis devenu aujourd'hui.»

Dans sa communauté natale, plusieurs ne se faisaient pas à l'idée qu'un fils de menuisier devienne médecin: c'était parfois vu comme une façon de se démarquer, une forme de snobisme. Mais il se rappelle ses origines modestes. Ses parents ne sont toujours pas riches. Il leur envoie régulièrement de l'argent, malgré leurs protestations.

Avec le sida, il approche la misère et la souffrance. «Au début, j'ai vécu beaucoup de révolte, dit-il. Chaque nouvelle infection était pour moi un échec. J'estimais que c'était parce que je n'avais pas bien fait mon travail. Et plus tard, j'ai découvert la solitude que vivent mes patients, une solitude extrême.»



qu'une femme de 24 ans morte du sida lui avait raconté avoir couché avec une cinquantaine de joueurs de la Ligue nationale de hockey. La déclaration a l'effet d'une bombe: le sida était dorénavant l'affaire de tous et de toutes.

«J'ai reçu des menaces: on nous reprochait d'attaquer sans raison les idoles», raconte le Dr Thomas. «La femme était accusée d'être responsable de la propagation du sida, alors que les athlètes s'en tiraient. Encore une fois, la femme était présentée comme la grande tentatrice responsable du mal qui s'installe dans l'âme de l'homme mais également, et surtout, dans son corps.»

«Mais la réalité n'est pas si simple, précise-t-il. Beaucoup de prostituées, par exemple, font du *safe sex* et elles sont moins infectées que les étudiantes universitaires. Plusieurs de ces prostituées sont conscientisées au sujet de la propagation du sida. Mais ce sont souvent les clients eux-mêmes qui insistent pour ne pas utiliser le condom. Le client, juge, philosophe ou médecin peut-être, ne sera jamais attaqué et atteint dans sa réputation. Le soir venu, il fera peut-être l'amour à sa légitime épouse, évidemment sans protection, avant de retrouver le sommeil du juste.»

ÉDUCUER?

Réjean Thomas baisse le ton; il retient ses paroles, comme s'il s'appropriait à se signer. «L'épidémie va continuer de progresser. Le nombre de partenaires, les



La lutte qu'il mène contre le sida est avant tout une bataille contre les préjugés et le racisme camouflés derrière un discours moral construit autour de la culpabilité, du bien et du mal, de la faute et de la responsabilité.

aventures: les gens sont à la recherche de l'amour, pas de la sexualité. Ils et elles n'ont pas appris à aimer. On ne leur a pas montré.»

Le sida frappe les personnes appauvries par la vie – «Une femme sur 2 500 est séropositive dans les milieux riches, tandis que c'est le cas pour une sur 250 dans les milieux pauvres» – ou en manque d'amour. «Le jeune de 15 ans en mal d'amour qui décide de baiser ne pense pas au sida. Il ne sait même pas s'il va pouvoir manger dans deux jours ou s'il ne se suicidera pas.»

Envers et contre tout, Réjean Thomas continue par son travail à donner de l'amour et à écouter sans porter de jugement. Un exercice souvent très frustrant. «Comment quelqu'un peut-il encore s'infecter en 1994, malgré toute l'information dont il dispose?, lance-t-il. Un garçon de 18 ans est déjà venu passer un test de dépistage. Il m'a dit: "vous êtes venu donner un cours à mon école il y a deux ans". Trois semaines plus tard, il était séropositif. J'ai vécu ça comme un échec terrible. À quoi sert d'éduquer à la prévention?»

«J'ai tout vu, tout entendu depuis 10 ans, plus rien ne peut me surprendre, laisse-t-il tomber. Lorsque j'annonce à une jeune fille qu'elle est séropositive et que son copain ne l'est pas, pourquoi, le soir même, continuent-ils de faire l'amour sans condom? Et deux semaines plus tard, elle m'appelle pour me dire qu'elle est enceinte et heureuse

de l'être. Elle comprend pourtant le risque qu'elle prend de transmettre à son ami le virus du sida et celui d'avoir un enfant qui mourra dans les deux années à venir...»

UN VIDE MORAL

Le sida bouscule nos repères moraux traditionnels et pose de sérieuses questions éthiques qui vont bien au-delà du traitement de la maladie. La société n'a-t-elle pas le devoir de protéger ses membres contre l'épidémie? Le toxicomane séropositif qui prête ses aiguilles à quelqu'un en toute connaissance de cause poserait, en soi, un acte criminel. Doit-on pour autant le dénoncer et le faire emprisonner? «Si on fait cela pour un patient, répond le Dr Thomas, on risque de décourager 10 autres personnes de venir se faire dépister pour le sida.»

Les médecins qui soignent les sidéens dansent trop souvent sur une corde raide, ou plutôt... un élastique. «Le Dr Olivier parle de morale *bungy*, dit M. Thomas. On a parfois l'impression d'être un sauteur attaché à un élastique qui se lance d'un pont ou d'une tour et rebondit dans tous les sens. Nos repères moraux sont constamment remis en question par des comportements irrationnels. C'est très déstabilisant.»

Aux prises avec une série de questions sans réponse, il s'est lancé dans l'étude de la philosophie. Il voulait donner une conscience à sa science. «La réflexion bio-éthique était trop encadrée, trop

près du monde médical. La philosophie (Socrate, Aristote) m'a permis de replacer le débat entourant le sida dans une perspective historique. Ils ont écrit sur la mort, dans des termes très actuels.»

LE TRAVAIL ET LA VIE PRIVÉE

Malgré cela, la tâche est lourde et la séparation entre la vie privée et le travail souvent difficile à réaliser. «C'est dur de couper, vous savez...» Ce n'est pas du 9 à 5. Lorsqu'il s'éloigne de la clinique, il y téléphone régulièrement, il s'ennuie, il s'inquiète. «Je rêve encore régulièrement. Je fais des cauchemars.» La mort vous suit pas à pas. L'été dernier, à la clinique, il perdait un collègue et ami aux mains du sida, Michel Marchand.

Les semaines sont longues (au moins 70 heures), les victoires petites et la bataille difficile. Toute vie de couple est écartée pour l'instant. «Je suis comme un prêtre. Le travail vient en premier, ensuite ce sont les amis. L'amour et la vie privée viennent après. Mais si ça adonne, je ferai de la place pour une vie de couple.»

Réjean Thomas a la réputation d'être un homme au caractère impétueux qui s'emporte facilement. «Je suis tellement humain, j'ai plein de défauts, ne cesse-t-il de répéter. Mais quand je me fâche, je l'exprime. Et après cela, c'est fini. Et puis, j'ai la chance de faire un travail que j'aime et d'être bien payé pour le faire.» Les récompenses prennent diffé-

«La peur de la solitude est plus grande
que la peur du sida.»



rentes formes. «Un qui me dit “je veux vous avoir comme médecin”, ou un autre qui me confie “c’est rare de rencontrer des médecins sensibles”: ce sont toutes ces petites récompenses qui colorent mes journées et me convainquent de continuer.» Sa sensibilité à l’être humain attire donc ses patients-es, dont quelques personnes qui ne sont pas séropositives, cancéreuses par exemple. D’ailleurs, Réjean Thomas ne veut pas être réduit à un rôle-titre de «spécialiste du sida»: cette image le fatigue. En vacances, à ceux qu’il rencontre, il se présente comme professeur d’histoire ou de philosophie!

En juin dernier, son ami et co-fondateur de la clinique, Clément Olivier, se retirait du projet. «Il n’en pouvait plus, explique le Dr Thomas. On ne sait toujours pas s’il va revenir ou non. Ça prend un moral de fer pour faire ce job-là.» Le coup a été dur à prendre. Réjean Thomas perdait là son alter ego, le compagnon de dix ans de lutte. Il s’est retrouvé seul à diriger la clinique, entouré de médecins avec peu d’expérience. Très différents, les Drs Olivier et Thomas se complétaient admirablement bien. Clément Olivier est plus sérieux, plus renfermé, tandis que Thomas est plus expansif, extraverti. «Je peux lâcher mon fou plus facilement que le Dr Olivier. C’est peut-être ça qui me sauve», lance le Dr Thomas.

LES DÉCIDEURS

Dans ce contexte, Monsieur Sida se sent prêt à entreprendre un nouveau défi: la

politique. Le Parti québécois l’a approché pour se présenter dans le comté de Saint-Henri. L’aventure le tente, et les dossiers de santé et de l’éducation, particulièrement la question du décrochage scolaire. Thomas estime qu’au PQ, il ne sera pas seul à «défendre les points de vue sociaux».

«La décision a été déchirante. J’espère être plus efficace en politique et influencer sur les décisions en matière de santé publique et de prévention du sida. Après tout, c’est là que se prennent les décisions.» Tout d’un coup, ses yeux s’allument, sa voix s’éclaire. Réjean Thomas le médecin cède la parole au militant en butte depuis toujours à l’inaction des décideurs.

«Les programmes de prévention axés sur les dépliants, les affiches sur les autobus avec des petits couples blancs hétérosexuels, c’est pour donner bonne conscience au gouvernement, c’est tout. Pourquoi n’a-t-on pas ciblé les adolescents homosexuels, pourtant beaucoup plus à risque? Le ministère de la Santé a dépensé des millions pour sensibiliser les 160 000 personnes transfusées entre 1978 et 1985 et, finalement, retracer un nombre très limité de personnes séropositives. L’intention était, bien-sûr, louable, mais elle visait aussi à donner bonne conscience. Dans un contexte de restrictions budgétaires, elle est pourtant discutable, surtout lorsqu’on sait qu’il n’y a eu aucune campagne importante visant les homosexuels et les toxicomanes, des groupes beaucoup plus à risque.»

«Des nouveaux fonctionnaires dans le dossier m’ont encore demandé récemment pourquoi il y avait de plus en plus de malades. Ça m’enrage. Dans ce temps-là, je ne leur réponds pas. Par ailleurs, ceux qui conçoivent les campagnes de sensibilisation savent-ils que les prostituées ne contractent pas le VIH de leurs multiples clients, mais plutôt de leur partenaire régulier.»

HIPPOCRATE ET SISYPHE

Réjean Thomas n’est pas tendre non plus à l’égard des médecins. «Des patients me racontent encore que leur médecin leur a dit: “va à la clinique L’Actuel, tous les médecins sont séropositifs, ils vont te comprendre”. Avant, ça m’affectait, mais plus aujourd’hui. Ce qui m’attriste, c’est que 25% des médecins vont jusqu’à affirmer qu’ils refuseraient de faire un simple examen physique à un patient séropositif. Trop souvent, l’ignorance et la peur gagnent sur les faits. Trois chirurgiens séropositifs ont opéré 753 patients et aucun d’entre eux n’a été infecté, raconte-t-il. La peur et l’ignorance sont difficiles à vaincre.»

La situation a tout de même évolué depuis dix ans. Malgré cela, comme Sisyphe dans le mythe grec, condamné par Zeus à pousser une pierre au sommet d’une montagne pour la voir débouler peu après, avant de recommencer, Réjean Thomas est condamné à répéter, expliquer, justifier, faire comprendre une maladie qui effraie tout le monde. N’est-il pas cantonné à pratiquer une médecine de l’échec face à la mort? «Il faut toujours donner de l’espoir aux patients. Aujourd’hui, je dis la vérité au patient seulement s’il est prêt à l’accepter. Les premières paroles que dit le médecin au moment du diagnostic seront prédominantes pour le reste de ses jours.»

Et pourtant, Réjean Thomas continue d’avoir une confiance inébranlable en l’amour. «L’amour va continuer. La peur de la solitude est plus grande que la peur du sida. Et malgré la maladie, les gens peuvent se prendre en main, poser des gestes. Il ne faut pas abandonner.»



TOUR DU QUÉBEC

LE GRAND NORD QUÉBÉCOIS: APRÈS LA MODERNITÉ

MARC VALADE

Dans la majeure partie du territoire québécois vit depuis des millénaires le peuple Inuit. Celui-ci n'aura pas eu le choix que de miser, pour sa survie, sur la coopération de tous les individus. Chacun avait sa place. Ce peuple aura traversé bien des intempéries et des vagues de froid jusqu'à aujourd'hui, sans qu'elles ne le préparent vraiment aux conséquences du contact avec les blancs.

Forcées à se sédentariser il y a quelques décennies, les familles inuks vivant à Ivujivik ont vu assez rapidement leur mode de vie traditionnel s'estomper et les valeurs nécessaires à leur cohésion chambardées.

HYDRO-QUÉBEC LA CARTÉSIENNE

Une cinquantaine de bâtiments, abritant quelque 250 personnes, dont la moitié ont moins de 15 ans, ont d'abord été alignés à la cartésienne. On éliminait ainsi la façon traditionnelle de s'établir, à partir des besoins réels (orientation du vent, services, relations personnelles). Hydro-Québec y alla unilatéralement lors de l'implantation de l'électricité. On ne pouvait concevoir d'autres manières d'installer les poteaux que le long de tracés de rues en règle.

La présence des comptoirs de la Baie d'Hudson aura tôt fait de créer de nouveaux besoins matériels et alimentaires, quasi inabondables pour les revenus lo-

caux, vu la distance et les coûts de transport. Il faut imaginer la frustration de voir étalées des denrées et des biens nouveaux ou prestigieux sans jamais avoir, ou presque, les moyens de vous les procurer. Aujourd'hui, une coopérative locale tente tant bien que mal de remédier à la situation.

LE PRIX DE LA DISSIDENCE

En 1975, on voulut leur faire signer la Convention de la Baie James, par laquelle on voulait les dédommager pour les pertes de territoires encourues par la construction des barrages d'Hydro-Québec. En même temps, ils devaient renoncer à certains droits ancestraux sur cette terre. La plupart des communautés ont accepté. Sauf deux, jusqu'à maintenant, dont celle d'Ivujivik.

Ce geste de dissidence n'empêche pourtant pas les gens de subir les effets de l'acculturation. La transmission du mode de vie traditionnel est déjà court-circuitée. Sans guides, les jeunes doivent chercher la voie d'une nouvelle identité qu'ils ont du mal à saisir. Sans grand espoir de travailler, ou de comprendre l'utilité des connaissances qu'on cherche à leur inculquer, on les envoie à l'école apprendre nos matières, en français ou en anglais.

Ils en profitent souvent pour se reposer de l'ambiance troublée de leur famille. On s'entasse en effet à plusieurs par pièce, dans de petites maisons. Pour dor-

mir, on doit parfois attendre son tour, de nuit comme de jour. Quelquefois on fête jusqu'aux petites heures suite à un arrivage d'alcool, pourtant interdit. En découlent souvent des actes de violence ou d'abus envers les femmes et les enfants.

Que de choses auxquelles résister, au quotidien, pour ne pas sombrer dans le désespoir conduisant au suicide ou à la révolte violente. **LV**



Ivujivik, 250 habitants-es, dernier village au nord-est du Québec, dans le territoire du Nunavik.

PHOTO MARIE-JOÏSE BOUTET

25 ANS
D'EXPÉRIENCE

ÇA COMPTÉ

ACTIF	9,614,53	18,999,65
PASSIF	9,614,52	18,999,65
SOLDE	0,01	0,00

ACTIF	18,828,14	12,793,85
PASSIF	18,828,14	12,798,85
SOLDE	0,00	0,00

Gosselin + Associés
COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 420,
MONTREAL (QUÉBEC) H2E 1A7
TÉLÉPHONE : (514) 376-4090

V O N ° 2 4 7 • M A R S - A V R I L 1 9 9 4



IL Y A UN AN, LE 2^E PROCÈS RODNEY KING PRISE DEUX!

PHOTOS DE XAVIER LLUIS
TEXTES DE DANIEL S.-LEGAULT ET XAVIER LLUIS

Il y a un an, on ne parlait pas de tremblement de terre: le deuxième procès de l'affaire Rodney King prenait fin. Le premier procès, qui avait acquitté les 4 policiers blancs filmés en train de tabasser l'automobiliste noir, le 3 mars 1991, avait provoqué les pires émeutes à caractère racial de l'histoire des États-Unis, des émeutes de 3 jours et de 50 morts.

Le verdict du deuxième procès était attendu, et s'est fait attendre 24 heures de plus, le temps de préparer plus de 6 500 policiers de Los Angeles et plus de 600 membres de la Garde nationale. Les policiers étaient sur les dents, les journalistes et les photographes étaient sur leur stylo et leur appareil-photo, parfois en hélicoptère pour avoir sur la scène un point de vue aérien. «White men can't judge», disaient des t-shirts. Restons calmes quel que soit le jugement, disaient les autorités.

Finalement, deux policiers sur quatre sont déclarés coupables. La moitié. Le 2e verdict coupait la poire en deux.

Mais ce 17 avril 1993, le calme continuait à succéder la tempête. Ceux et celles qui avaient à s'exprimer s'étaient déjà exprimés...

▲ Ces photographies ont été prises à 7 heures du matin dans le Centre-Sud de Los Angeles, quelques instants après le verdict officiel. Épiés-es par une meute de caméramen et de journalistes, les habitants-es du quartier noir expriment une résignation tragique. ▼



► Pour beaucoup d'habitants-es du Central South, tout ce cirque médiatique créé autour de l'affaire Rodney King ne change pas les habitudes. Ils-elles savent que ce verdict ne fera pas disparaître de leur vie la pauvreté et la violence.



◀ Le culte de la violence, l'apologie de la force et de la défense, ravagent le ghetto. Au milieu de ce vieux gymnase improvisé, ce jeune noir, mêlé à une vie de gang parfois violente, arbore sa bijouterie d'or massif.



◀ Les auto-patrouilles ont envahi le quartier coréen, qui fut sérieusement endommagé durant les premières émeutes.



▲ L'exception, l'image réconfortante de ce commerçant noir avec son employé et ami, un jeune asiatique.

► Cet événement a attiré les médias du monde entier. Tout le monde voulait sa part du gâteau.



◀ Un jour avant le verdict, une réunion des commerçants-es d'origine mexicaine, *Hermandad Mexicana Nacional*. Une grande partie de ces commerçants-ess avait vu leur magasin détruit par le feu et le pillage. Devaient-ils prendre les armes pour se défendre? La ville de Los Angeles a dépêché deux policiers afin de conseiller ces citoyens-nes prêts à risquer leur vie pour sauver leur petit commerce.






LA NOUVELLE-ORLÉANS: ANGLAIS, FRANÇAIS ET... CAJUN



PHOTO ELEMOR MORGAN, JR.

Déportés en Louisiane, installés dans les Bayous, les Cajuns réussirent à survivre grâce à l'aide des nations autochtones *chitimacha* et *houma* qui leur ont appris à pêcher et chasser dans ces marécages difficiles. Le climat tropical de la Louisiane était bien différent de ce qu'ils avaient connu en Nouvelle-Écosse où les Micmacs avaient alors contribué à leur acclimatation.

Durant 150 ans, les Acadiens-nes devenus Cajuns ont réussi à protéger leurs traditions. Toutefois, les choses se sont gâtées à partir des années 20 et 30. En 1916, une nouvelle loi rendait l'éducation obligatoire – en anglais bien sûr. Or, plusieurs Cajuns ne parlaient pas l'anglais ou le parlaient très peu. Ridiculisés, on interdisait aux enfants de parler leur langue, le Cajun, sous peine de châtiments corporels. Il était honteux de parler cajun à l'école.

En 1968, James Domengeaux, un Cajun qui avait représenté la Louisiane au Congrès des États-Unis, allait amorcer le mouvement pour faire renaître la culture française. L'État louisianais allait créer le CODOFIL (Council for Development of French in Louisiana). Au début, on a dû faire appel à des Français-es, Québécois-es, Belges, Suisses, Tunisiens-nes pour enseigner le... français. Car en fait, ce n'est pas le Cajun qu'on enseigne, mais bien le français standard. Ainsi, les enfants retournent à la maison et parlent un français que leurs parents ne comprennent pas. Le décalage est grand entre l'école et la maison. Dans les villages d'Eunice et de Mamou, par exemple, ce n'est pas le français mais le cajun qu'on parle à la maison. Certains-es disent qu'encore une fois, on ne veut pas de la langue cajun, qu'elle est vue comme bâtarde. 

1755

Les Cajuns sont les descendants des Acadiens-nes qui ont été expulsés de Nouvelle-Écosse en 1755 après avoir refusé de prêter serment d'allégeance à la couronne britannique. Déjà, en 1713, l'Acadie avait été cédée à la Grande-Bretagne par la France. Les autorités britanniques ont alors songé à déporter les Acadiens-nes, mais ils avaient besoin d'eux pour nourrir les quelques Britanniques installés en Acadie. En temps opportun, quelque 10 000 Acadiens-nes furent expulsés sur une période de huit ans débutant en août 1755.

Contrairement à ce qu'ils croyaient, les Acadiens-nes ne furent pas déportés au Québec mais surtout vers les États-Unis où ils furent très mal reçus. Entassés sur des bateaux contaminés, ils ont fait escale à Boston, New York, en Pennsylvanie, dans les Carolines, en Georgie. Partout, la même histoire. Les autorités locales ne voulaient pas d'eux. Les familles furent séparées et les enfants souvent donnés à des familles protestantes. 15 ans après le «Grand Dérangement», environ de 1 500 à 1 600 Acadiens-nes se sont finalement retrouvés en Louisiane, un territoire immense qui couvrait alors tout l'ouest des États-Unis du Mississipi jusqu'aux Rocheuses, entre les frontières canadienne et mexicaine. À partir de 1785 est arrivée la dernière vague d'exilés acadiens venus de France et d'Angleterre. La Louisiane était alors une colonie espagnole. Plus tard redevenue française, la Louisiane fut vendue aux États-Unis par Napoléon en 1803 pour la modique somme de 15 millions \$.

NOUVEAUX ENJEUX = NOUVELLES STRATÉGIES ?

Les groupes populaires et communautaires face à l'État

Le Centre de Formation Populaire vous invite à une journée de réflexion sur ce thème,

LUNDI le 11 avril 1994

Pour informations:
CENTRE DE FORMATION POPULAIRE
Tél. (514) 842-2548 Fax (514) 842-1417



L'ÉTIQUETTE



J'ai toujours eu peur des étiquettes. Non pas que je crains de me faire attaquer par une étiquette de manteau en super vente chez Croteau, non! J'ai plutôt peur d'être étiquetée, et pourtant, je considère être artiste engagée. D'ailleurs, mon plus grand souhait, c'est d'être engagée le plus souvent possible.

Mais quant à porter une étiquette, j'aime autant y coller mes convictions moi-même. Je suis une humoriste féministe et progressiste. Mais lorsque Kim Campbell se dit féministe et Jean Chrétien progressiste, mettons que l'étiquette se met à pâlir dangereusement. On se rapproche alors du guichet automatique où les mots ne veulent plus rien dire, et où les chiffres prennent toute la place, j'hais ça...

C'est vrai, j'ai peur des qualificatifs pour deux raisons contradictoires, qui correspondent probablement aux deux côtés de l'étiquette auxquelles immanquablement il y aura un prix à payer; où bien l'étiquette est trop floue – exemple: être à gauche. Moi, personnellement, en plus d'être gauche, je suis très mal-à-droite. Comme ça, je me retrouve souvent à gauche. Mais parfois, je me fais dépasser sur ma gauche par quelqu'un qui a la ligne juste et qui conduit donc très rapidement. Habituellement, il s'agit d'une conduite «macho».

Ou bien l'étiquette est trop étroite, exemple: être **une** humoriste. On me demande souvent si je fais juste de l'humour de femme. C'est vrai que je fais jamais les salons de l'auto ou les intermèdes de hockey, mais puisque l'humour est un outil, j'aspire à être une pince universelle qui essaie de *squeezer* les «gros porcs» plutôt que les «ty-cass». D'ailleurs, a-t-on jamais demandé à Lemire, Parent, Deschamps, Rousseau, Bratwaite s'ils faisaient de l'humour de gars??? Hi-Ha a-t-il Tremblay d'y répondre et voilà pourquoi il est redevenu Michel Barrette? No Lo Sé.


Une autre étiquette qui me fait suinter en tant qu'icône Doré, c'est celle d'intellectuelle. Lorsque j'affirme que mon humour fait aussi réfléchir, on me dit tout de suite «Ça doit

être très intellectuel?» Non, je prétends pas être la Lise Bissonnette de l'humour. Mais, il me semble qu'il y a moyen que l'humour «véhicule» quelque chose, ne serait-ce qu'un «char» de stéréotypes suivi d'un «truck» de dénonciations.

Par exemple, lorsque je dis: «la récession me fait faire des boutons. Asteur, à chaque fois que j'entends parler d'une fermeture d'usine, ça me fait faire une ouverture de peau et y a un bouton qui me sort. C'est ma PME à moi. Ma Petite ou Moyenne Éruption.

Si c'est ça de l'humour intellectuel, alors je devrais fonder l'université du rire pour remplacer l'école juste pour Rozon, et ramasser toutes les subventions.

Enfin, une dernière étiquette qui me met le gros nerf à l'air, c'est celle de réacte. Parce que j'ai 41 ans et que je n'ai plus nécessairement le goût comme à 17 ans d'occuper mon Cégep, je serais réacte. C'est vrai que ma génération avait beaucoup «d'aspirations», et que l'on va sans doute «expirer» sans les avoir réalisées. Mais est-ce une raison pour mettre tous les 40-50 ans en quarantaine.

La quarantaine, c'est assez dur à vivre sans se faire boycotter. D'ailleurs, je suis bien tombée: quasiment toutes mes amies en arrachent et continuent de se battre. Alors, il faudrait remplacer l'étiquette de la *Yuppie* pleine aux as, bien assise sur son *bacon*, par celle de la *Toupie* qui fait trois jobs pour arriver, et qui n'est jamais assise, parce que quand elle travaille pas, elle est couchée. 



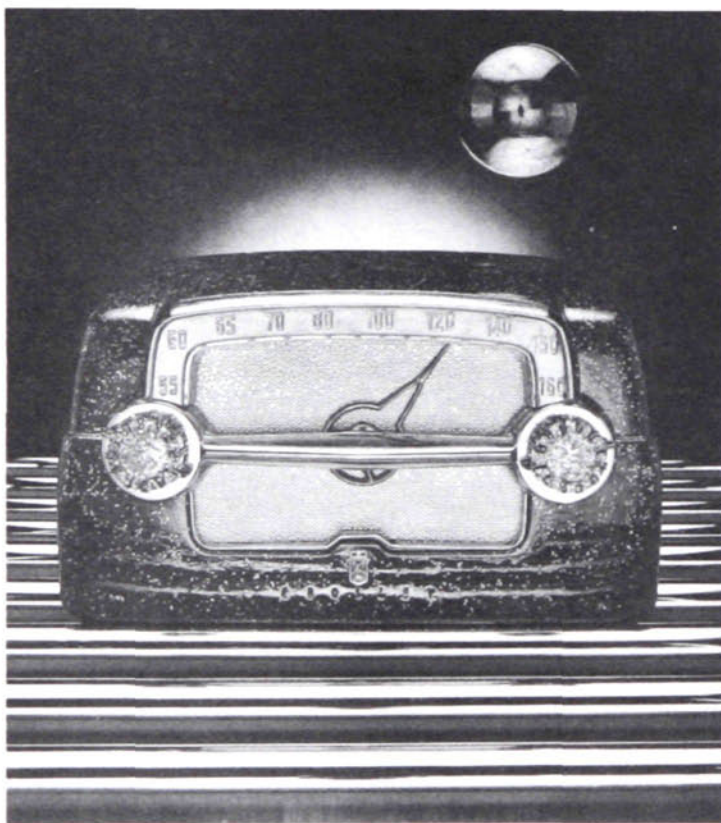


PHOTO MICHEL PILDN

«**K**iki! Kiki! Kiki!, viens ici mon petit chien!»
 – «Wouf! Wouf!»
 – «Dis-moi Kiki, es-tu d'accord avec la décision du ministre de l'Insécurité publique, Tiger la Bottine Ryan, de ne pas intervenir dans le dossier de la contrebande de cigarettes?»
 – «Wouf! Wouf!», de répondre Kiki.

Pour ceux et celles qui ne connaîtraient pas encore Kiki, sachez qu'il est un petit chien savant mordu de politique et qui aboie deux fois plutôt qu'une lorsqu'il est en désaccord.

Ceci n'est pas extrait de la série télévisée pour enfants *La bande à Picsou*. Il s'agit plutôt de la très sérieuse émission d'affaires publiques *Le journal du midi*, animée par Gilles Proulx sur les ondes de CJMS. Une émission numéro un sur la bande AM, avec 700 000 auditeurs-rices à travers le Québec.

Les radiodiffuseurs ont compris que pour être rentables au AM, il leur faut des animateurs-vedettes¹, et plus particulièrement de grandes gueules. Les injures, la dérision, le sarcasme, les envolées à l'emporte-pièce utilisés par ces animateurs-vedettes plaisent énormément à un certain auditoire, alors que d'autres considèrent que ce style emprunte plus à la démagogie et au spectacle qu'au journalisme. Mais plus l'animateur en met, plus les auditeurs-rices l'écoutent et plus ils l'écoutent, plus l'animateur en remet!

ESPÈCE DE NIAISEUX

La fidélité des auditeurs-rices envers un animateur-vedette est parfois déconcertante compte tenu du traitement-choc que ces derniers leur font parfois subir. Pourtant, leur popularité en est rarement affectée. Dans un article du *Progrès-Dimanche* du 25 octobre 1987, le journaliste Pierre Bourdon décrit le style de Louis Champagne, animateur à CKRS, au Saguenay: «(...) son style personnel qui en est un d'agressivité et de confrontation. Après avoir fait valoir ses idées sur un sujet, Champagne invite les gens à se prononcer et c'est là que parfois ça se gâte. Lorsque les auditrices et les auditeurs ne sont pas d'accord avec ses idées, ou encore osent l'affronter, Champagne les traite de frustrés sexuels, de BS, de jaunes, de niaiseux et nous en passons. Et vlan, Champagne coupe la ligne!»

Pourtant, Louis Champagne est synonyme de bonnes cotes d'écoute. Pendant les années 70-80, Champagne a fait le succès de la station CKRS au Saguenay. Suite à son départ pour CJNT, CKRS n'a pu survivre à la baisse dramatique de son auditoire et fut racheté par Radio-Mutuel.

¹ Contrairement à nos habitudes, ce terme «animateurs» n'est pas féminisé, tout simplement parce que dans ce championnat des lignes ouvertes de la radio, il n'y a à peu près pas de femme. Dernier bastion réservé aux qualités mâles? Ce pourrait être le sujet d'un autre article!! (NDLR)



LOUISE DENONCOURT

LES LIGNES OUVERTES DE LA RADIO: LE TEMPS DES DÉMAGOGUES

Cette dernière s'est empressée d'aller pêcher Louis Champagne, et ce fut au tour de CJNT d'être au bord de la faillite!

Plus près de nous il y a quelques années, quand Pierre Pascau a quitté CKAC et son émission *L'informateur* pour se joindre à CKVL, CKAC a perdu des centaines de milliers d'auditeurs-rices à l'heure du midi. Une chute d'audience qui a coûté cher. La station ne s'en est toujours pas remise.

HISTOIRE D'ONDES

Les problèmes auxquels doivent faire face les stations AM ne datent pas d'hier. Dès les années 60, elles ont dû réagir à la concurrence des stations FM. Devant l'impossibilité de le faire au niveau de la qualité sonore, la radio AM décide donc de se démarquer en privilégiant les émissions à contenu oral, notamment celles où le public est invité à participer. C'est le début des tribunes téléphoniques, mieux connues sous le nom de «lignes ouvertes».

Lors de la deuxième Guerre mondiale, aux États-Unis, les lecteurs-rices de nouvelles avaient déjà commencé à faire des commentaires et à encourager les auditeurs-rices à réagir. Ainsi, dans les villes où le téléphone était répandu, les gens appelaient pour faire part de leurs commentaires, tandis que les autres les faisaient parvenir par lettre. C'est ce qui a donné naissance aux lignes ouvertes.

Au Québec, quelques lignes ouvertes voient le jour au début des années 60. Frenchie Jarreau et Roger Lebel, qui animait *Lebel contre les belles* sur les ondes de CKLM, auront été les premiers à utiliser cette formule. Mais la fin des années 60 et le début 70 marqueront vraiment le début des lignes ouvertes.

Publicité de CKVL
de 1974.

PHOTO COURTOISIE GAËTAN TREMBLAY
GROUPE DE RECHERCHE SUR LES
INDUSTRIES CULTURELLES ET
L'INFORMATISATION SOCIALE (GRECS)

Cette période correspond à une époque (comme celle que nous vivons!) où la population en a ras le bol du chômage élevé et de la pauvreté qui durent. «Les tenants de l'ordre établi s'accommodent facilement de ce petit défolement quotidien sans conséquences, sur les ondes radiophoniques. Ils redoutent beaucoup plus d'autres manifestations moins prévisibles et moins contrôlables du mécontentement populaire», explique le professeur de communication à l'UQAM, Gaëtan Tremblay.

Le concept des tribunes téléphoniques a bien évolué depuis toutes ces années. Les stations se dotent maintenant d'un animateur possédant, à défaut d'une personnalité marquante, une langue bien pendue.

Les lignes ouvertes sont généralement considérées comme un instrument de démocratisation des ondes et d'expression de l'opinion publique, mais depuis les années 80, les accusations de démagogie et de manipulation des auditoires sont de plus en plus criantes.

DES GRIEFS FORMELS

La liberté, c'est comme la tarte à la fram-



**“LE DIALOGUE
VAUT BEAUCOUP
MIEUX!”**

Lucien **JARRAUD** 6h à 10h
Marc **TRAHAN** 13h à 15h
André **GAGNON** 19h à 20h30

CKVL 850

boise, tout le monde est pour... tant qu'elle est exercée avec jugement. Et ce jugement, selon le président de la Fédération professionnelle des journalistes (FPJQ), n'est peut-être pas toujours très éclairé. «En usant de la démagogie plutôt que de s'appuyer sur une information fouillée et documentée, il est dangereux de monter une partie de la population contre une autre», dénonce Alain Saulnier. Par exemple, depuis la crise d'Oka, Gilles Proulx crée une certaine forme de racisme en montant les Blancs contre les autochtones, en particulier les Mohawks.»

Le sens du spectacle dont doivent faire montre les animateurs-vedettes va quelquefois un peu loin. Les propos excessifs, les clichés sexistes ou racistes et les allégations diffamatoires ont entraîné de nombreuses plaintes au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), ainsi que des poursuites devant les tribunaux.

Face aux plaintes formulées contre quelques animateurs, le CRTC a décidé de proposer en 1988 un Projet de lignes directrices concernant les tribunes téléphoniques. Ce projet proposait différents moyens pour éviter les écarts tels

que le filtrage des appels, vérification de l'exactitude des faits en invitant des spécialistes. Mais devant la réaction négative du public et des diffuseurs, le projet a été retiré. Le CRTC propose à chaque station de mettre sur pied ses propres lignes de conduite.

L'AVENIR DE L'INFORMATION

C'est que l'heure est grave pour les stations AM. Elles perdent une bonne part de leurs auditoires et de leurs revenus publicitaires au profit des stations FM. La concurrence AM est féroce. Certains croient que ses stations devraient se distinguer en se spécialisant. La station CIGL de Toronto a choisi cette solution en ne traitant désormais que de sport.


Les stations AM se servent aussi du phénomène des lignes ouvertes, en expansion. Plusieurs, considérant sa popula-

rité, y voient l'avenir de la radio, sinon de l'information. Au cours d'une entrevue accordée à Radio-Canada, le président et chef de la direction de Radio-Mutuel, Normand Beauchamp, explique que «l'information risque de se retrouver de plus en plus dans les émissions plutôt que dans les bulletins de nouvelles. Par exemple, l'émission *La moutarde me monte au nez*, c'est une forme d'information». Cette émission est animée par le restaurateur Pierre Marcotte et la comédienne Pauline Martin... L'avenir est-il au **commentaire** de l'actualité?

La fermeture des salles de nouvelles au profit des grandes gueules va affecter l'information au AM, affirme avec regret Alain Saulnier. Dans la mesure où le CRTC a permis à CKVL de mettre la clé dans la porte de sa salle des nouvelles, ce n'est qu'une question de temps avant que les autres stations n'emboîtent

le pas, déplore le président de la FPJQ.

Comme les États-Unis, qui ont misé davantage sur le développement du spectacle radiophonique que sur l'information, le Québec risque, selon Saulnier, d'en venir également à la «trash radio», avec tout ce que ça comporte de danger pour la démocratie. «Lorsque des gens se traitent sans retenue de tous les noms et ne font que s'engueuler en utilisant les quolibets les plus malheureux et déplacés, on en vient à ridiculiser à peu près tout le monde. Il n'y a donc plus rien sur quoi les gens peuvent s'accrocher, s'inspirer pour initier des changements dans notre société.»

Même si les experts en communication ne peuvent prédire l'avenir, ils sont cependant unanimes à affirmer que les grandes gueules sont là pour rester. Il sera toutefois intéressant d'entendre la relève prendre le micro... 



CHRONIQUE INSOLENTE

NICOLE BRAIS

LA FAMILLE EST MORTE, VIVE LES FAMILLES!

Pratiquement 20 ans après l'Année internationale des femmes s'ouvre l'Année internationale de la famille. Doit-on y lire un signe des temps? Cette noble institution soi-disant mise-à-mort par le mouvement féministe persiste, reprend les devants de la scène et réintègre les discours politiques.

On dira et répétera sûrement sur tous les tons, mais en insistant sur le trémolo dramatique, que la Famille a bien changé. Et oui, la famille a bien changé! Essayez, juste pour bien le mesurer, d'élaborer une définition de la famille qui tienne compte de tout l'éventail des possibles... Bonne chance!

Mais au-delà de la définition et donc des multiples formes qu'elles peuvent prendre aujourd'hui, les familles ont-elles tant changé? C'est sûr, tous les jours on peut observer des choses «ben *cute*»: un homme qui pousse une poussette, un autre qui fait l'épicerie, un tel qui reconduit ses rejetons à la garderie... Ou encore constater des changements que certains trouvent moins *cute*: une femme chauffeur d'autobus, une autre à la tête d'une entreprise... Mais ne s'agit-il pas d'effets de surface?

Je n'ai rien contre l'idée d'une Année des familles. Mais, de grâce, ne cherchons plus de définition. Cherchons les constantes. Et quand on cherche les constantes, on revient vite aux femmes... On vous dira qu'il n'y a pas que des femmes cheffes de famille. Mais elles sont toujours bien fortement majoritaires. On vous objectera que les femmes ont beaucoup gagné de la pseudo-révolution familiale. Ah oui? Mais quel prix les femmes ont-elles payé pour les quelques gains enregistrés? Un peu plus de *bargaining power* pour les quelques-unes qui font un salaire intéressant, avec la double-journée en prime pour la majorité.

Si on est sincère et qu'on veut vraiment soutenir les familles, qu'on soutienne les femmes adéquatement, qu'on arrête de couper dans les services dont elles ont besoin. La famille est peut-être moins pourfendue publiquement par les féministes, les femmes n'en continuent pas moins à s'y battre pour faire avancer pouce par pouce leur cause et gagner centimètre par centimètre un terrain qui demeure jalousement gardé. En ceci, les familles ont-elles changé?





QUÉBEC EN COULEURS

LE RAPPORT DU COMITÉ DE LA SANTÉ MENTALE: LE QUOTIDIEN PLURIETHNIQUE

PIERRE VIAU

Autrefois, on apprenait à décrire Montréal comme la ville aux cents clochers. Aujourd'hui, à trois rues d'une paroisse centenaire, on passe devant une pagode et un monastère bouddhiste. Ailleurs, à deux pas d'une église fréquentée par des latino-américains, on peut entrer dans une mosquée, voisine d'un Canadian Tire.

Le visage changeant de la région métropolitaine n'échappe pas aux chaînes d'alimentation. Sur les tablettes, proches de la soupe aux pois, les sauces mexicaines ou chinoises, le pain pita ou le pain croûté font bon ménage. Une grande compagnie funéraire achète des pages dans les quotidiens pour rassurer son éventuelle clientèle, et promet de vivre avec vous le culte des morts, la vénération des ancêtres, selon les rites et les coutumes de votre religion ou croyance.

Ailleurs, de colloque en colloque, on n'en finit plus de réclamer la formation interculturelle, afin que l'école, la justice, les médias, les services de santé, la fonction publique en général s'adaptent aux changements démographiques de la société.

UNE RECHERCHE SUR LA SANTÉ MENTALE

Le groupe d'experts-es sur les communautés culturelles du Comité de la santé mentale du Québec a publié une sérieuse analyse pour comprendre la spécificité des problèmes de santé mentale qui se posent dans les communautés culturelles. La recherche a pour titre *La santé mentale et ses visages*, avec comme sous-titre, *Un Québec pluriethnique au quotidien*, et est éditée chez Gaétan Morin.



PHOTO: MOSES GLOETHE

Dans la première partie sur les enjeux du pluralisme culturel au Québec, on peut apprécier la réflexion du groupe d'experts-es sur l'immigration comme espace et temps de réorganisation de la vie, ainsi qu'une excellente synthèse sur la coexistence de quatre modèles de société pluraliste au Québec.

La deuxième partie met en lumière les «épreuves du quotidien» en abordant, de manière vivante et concrète, les facettes de la vie quotidienne, tels que la famille, l'école, le travail, la vie de quartier, le logement. Cette deuxième par-


tie est particulièrement bien développée.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage aborde les stratégies collectives pour les organismes communautaires ethniques et pour l'adaptation des services gouvernementaux.

UN CHAPELET DE RECOMMANDATIONS

Tout au long du résultat de leur recherche, le groupe d'experts-es formule 36 recommandations. Elles s'adressent presque tou-

jours aux ministères du gouvernement québécois ou aux organismes et régies qui en émergent.

À peine une dizaine de recommandations s'adressent à des acteurs-rices non-gouvernementaux-les. À l'évidence, ce sont ces acteurs-rices-là qui, encore une fois, auront la tâche de faire en sorte que la mise en œuvre des recommandations faites au gouvernement ne prenne le chemin de la bonne conscience et du sommeil ronronnant des tablettes des bibliothèques et des bureaux ministériels. 

LE CENTRE 7400 : au centre de l'île de Montréal

- à côté du métro, station De Castelnau
- près du boulevard Métropolitain
- reçoit des organismes à but non lucratif
- une douzaine de locaux disponibles
- possibilité de 10 à 300 personnes
- session de 1 jour et plus
- services de cafétéria et 22 chambres

7400, boul. Saint-Laurent

Montréal (Québec)

H2R 2Y1 Tél. : 270-7400 Fax : 270-7451

V O U S N O U S R E T R O U V E Z M A R S - A V R I L 1 9 9 4

QUAND ÇA BOUGE DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC... EN RANGS DISPERSÉS

DEPUIS DEUX ANS, D'IMPORTANTES MOBILISATIONS POPULAIRES ONT SECOUÉ NOMBRE DE VILLES ET VILLAGES DU QUÉBEC. S'IL EST VRAI QU'ELLES S'ABREUVENT TOUTES AU MÊME SENTIMENT D'ÊTRE FLOUÉES PAR LES GRANDS CENTRES, CES MOBILISATIONS SONT POURTANT LOIN D'ÊTRE LE PRODUIT D'UN SEUL ET UNIQUE MOUVEMENT DE CONTESTATION.

VO A ENQUÊTÉ SUR LE TERRAIN, EN ABITIBI, AU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN, DANS CHARLEVOIX, DANS LE BAS-ST-LAURENT ET EN GASPÉSIE POUR DÉCOUVRIR LES CARACTÉRISTIQUES PROPRES À CHACUNE DE CES MANIFESTATIONS. DES COMITÉS DE CITOYENS-NES AUX CHAMBRES DE COMMERCE, DES SYNDICATS AUX CAISSES POP, DES ÉVÊQUES AUX ÉLUS-ES MUNICIPAUX-LES, DU NOUVEAU PARTI DES RÉGIONS AUX CLSC, BIEN DES GENS ET DES INSTITUTIONS DE TOUTES SORTES TENTENT D'ORGANISER, À LEUR FAÇON, UNE RIPOSTE AU MAL-DÉVELOPPEMENT PLANIFIÉ DE LEURS RÉGIONS. MAIS ON S'EN DOUTE, TOUT CELA NE VA PAS NÉCESSAIREMENT DANS LA MÊME DIRECTION...

UN DOSSIER PRODUIT PAR
JEAN ROBITAILLE

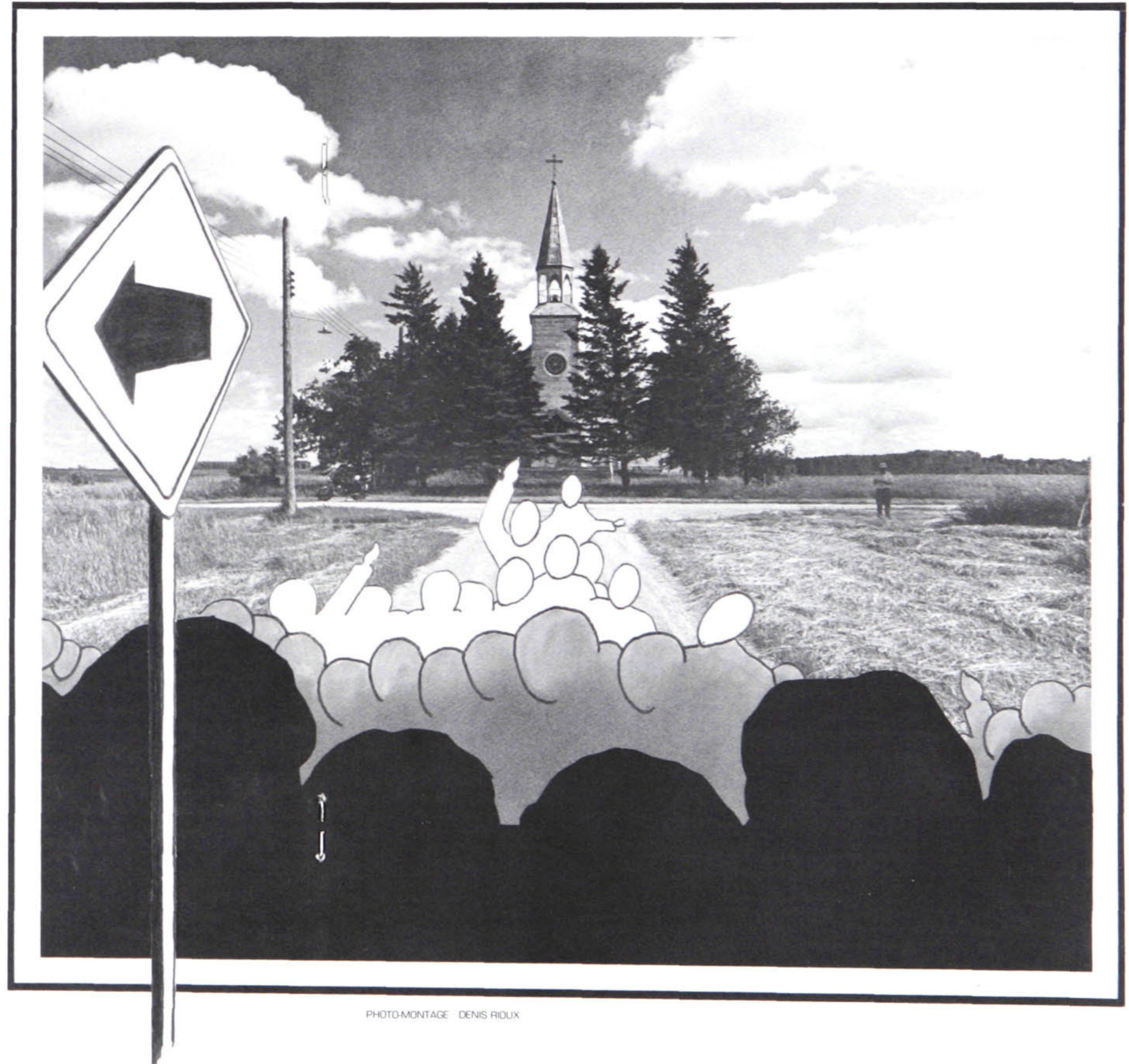


PHOTO-MONTAGE DENIS RIDUX



PHOTO ADELE MAILLOUX



PHOTO ADELE MAILLOUX

D
O
S
S
I
E
R

M
A
R
S
-
A
V
R
I
L
1
9
9
4

2
4
7

V
O
U
S

En ce premier jour de printemps, Alain Mailloux marche sur l'accotement gravelé de la route 138, tout près de chez lui, dans le lieu dit «des sept côtes» de Saint-Fidèle, dans le comté de Charlevoix. Il entend bien le convoi de fardiers qui se rapproche en rugissant dans son dos, cherchant comme d'habitude à prendre de la vitesse afin de grimper la pente abrupte. Mais il n'en a cure. Depuis toujours, voitures, camions et tracteurs semi-remorque font de même et, aujourd'hui, le ciel est décidément trop bleu au-dessus du fleuve pour qu'il s'en soucie outre mesure...

Les quatre fardiers de la compagnie Transport Carol Tremblay inc., chacun composé d'un tracteur et de deux remorques chargées de 59 500 kg de bois de sciage, font un bruit de plus en plus assourdissant. Les trois premiers doublent le garçon sans encombre, négociant le virage prononcé tout en continuant à prendre de la vitesse. Au moment où le quatrième fardier arrive à sa hauteur, quelque chose cède entre les deux remorques; brusquement la dernière se renverse, projetant son chargement sur l'enfant. Alain meurt sur le coup. Il n'avait que 9 ans!

La mort d'Alain Mailloux fut la goutte qui fit déborder le vase. Ulcérés, les citoyens-nes de la région décidèrent que c'en était assez. On les comprend: c'était leur quatrième jeune à mourir ainsi sur la 138 en 15 mois, tous dans des accidents impliquant des fardiers.

Il fallait faire quelque chose. D'autant plus que le curé de Saint-Siméon venait de dire en chaire qu'il était écœuré de reconduire des jeunes au cimetière. «Le cimetière, c'est pour les vieux. C'est pas



CHARLEVOIX: DÉVIER LA ROUTE

ANDRÉ LACHANCE

pour les enfants dont les parents reçoivent encore des allocations familiales!», avait crié le prêtre en colère.

LE COMITÉ SÉCURITÉ CHEZ NOUS

Spontanément, une quarantaine de citoyens-nes de Saint-Siméon, de Baie-Sainte-Catherine, de Saint-Fidèle et de Cap-à-l'Aigle se concertent. On décide, en avril 1992, de former un comité sans hiérarchie où chacun-e aura cependant une fonction précise: le Comité Sécurité chez nous est né. 44 des 47 organismes socio-économiques du territoire appuient l'action du comité, où sont d'ailleurs représentées les familles de deux des victimes. Un peu par la force des choses, Ulysse Duchesne, conseiller syndical à la CSN à La Malbaie, en devient le porte-parole. Résidant lui-même en bordure de la 138 à Saint-Siméon et père de trois enfants, il connaît bien la route meurtrière qu'il parcourt matin et soir.

Tout de suite, on fonce. Le comité réclame une enquête du coroner. Il l'obtient. Le coroner avise cependant Ulysse, habitué à plaider en faveur des victimes d'accidents de travail devant la CSST, qu'il ne peut représenter les victimes. Il faut trouver un avocat et le

Le curé de Saint-Siméon venait de dire qu'il était écœuré de reconduire des jeunes au cimetière.

comité n'a pas d'argent. Qu'à cela ne tienne, Me Jean-Patrick Sullivan, un avocat «populaire» de la région, décide d'embarquer malgré tout...

LAXISME SUR ROUES

L'enquête du coroner dure huit jours. Les témoins – près d'une soixantaine – viennent de partout au Québec. De Montréal, de Québec, du Lac-Saint-Jean, de Charlevoix. Le rapport officiel, rendu public au début de 1993, contient des révélations pour le moins... renversantes!

On apprend qu'au Québec, n'importe qui peut fabriquer des attaches de remorque et des remorques sans que personne ne soit mandaté pour en vérifier la qualité. Que Transport Canada ne peut s'opposer à ce qu'un fabricant québécois certifie que son véhicule est conforme aux normes canadiennes alors que cela n'est aucunement le cas... Que

la Société d'assurance-automobile du Québec, l'organisme paragouvernemental pourtant responsable, ne fait pas son travail de vérification, bien qu'elle sache que près de 50% des véhicules lourds sont en infraction. Que la charge maximale tolérée par camion, 59 500 kg, est beaucoup trop élevée. Que n'importe quelle société titulaire d'un permis de transport peut, dans les faits, obliger ses routiers à faire rouler pendant 17 heures consécutives des camions dans un état lamentable.

Pire. Nombre de mécaniciens des garages mandatés par la Société d'assurance-automobile du Québec pour effectuer la vérification mécanique des véhicules lourds accepteraient, contre rémunération, de fermer les yeux sur les défauts décelés. En clair, cela veut dire qu'ils émettent, en échange de pots-de-
vin, des rapports de conformité.

Pour un, le fardier ayant provoqué la mort d'Alain Mailloux le 21 mars 1992 avait été vérifié le 14 février précédent au garage D.C. Dufour Oldsmobile inc., un mandataire accrédité, sans que pratiquement rien d'anormal ne soit décelé par les mécaniciens. Dix jours après l'accident, le même véhicule était vérifié par un autre garagiste. Le rapport du mécanicien-expert est pourtant accablant: usure des freins à 50% sur la première remorque, garnitures de freins et tambour usés à 100% sur la deuxième, châssis craquelé à la hauteur du troisième essieu, roulements à bille à remplacer sur les 2 remorques, etc.

CHARGÉS À BLOC

Depuis la déréglementation de l'industrie du transport routier, les propriétaires de flottes de camion tentent de réduire leurs frais au minimum. On rogne sur l'entretien mécanique bien sûr mais aussi sur les salaires des chauffeurs, obligés de rouler 50, 60 ou même 70 heures par semaine. On confie à des chauffeurs inexpérimentés et sans formation des fardières chargés à bloc et devant rouler sur une route semée d'embûches.

Ces facteurs ont joué dans le renversement d'un fardier de G.R.C. Transport inc. de Boucherville sur la route 138 à Saint-Siméon, au lieu-dit «côte-mangelard», où Mélanie Ouellet et Frédéric Savard perdirent la vie le 28 novembre 1991. L'enquête subséquente révéla que sur les 21 véhicules de la compagnie, un seul était en état de rouler. La SAAQ eut beau émettre 250 avis d'infraction,

Ulysse Duchesne

PHOTO: ANDRÉ LACHANCE



Alain Mailloux, décédé le 21 mars 1992.



PHOTO: COURTOISE ADELE MAILLOUX



PHOTO: ADELE MAILLOUX

L'enquête révéla que sur les 21 véhicules de la compagnie, un seul était en état de rouler.

saisir 5 plaques d'immatriculation, imposer 33 000\$ d'amendes, la compagnie faisait à nouveau circuler l'un de ses véhicules remisés sur les routes du Québec avec une plaque factice quelques jours plus tard!

UN MINISTRE DANS UNE COURBE

Tous ces faits ont été révélés grâce à l'action du comité Sécurité chez nous. Pas mal pour une simple association de citoyens-nes fondée en catastrophe! «On a même gentiment kidnappé le ministre Middlemiss», raconte Ulysse en souriant. «On avait pris rendez-vous à son bureau de Québec et il devait nous consacrer sa journée. Il voulait prendre sa limousine mais j'ai insisté. Tu vas embarquer dans ma Géo, que je lui ai dit. Je l'ai amené jusque dans la courbe de Saint-Siméon et il m'a dit de ralentir parce que c'était trop dangereux... Je lui ai dit: "Non, Monsieur le ministre, je ne

vais pas trop vite, je respecte la limite de 50 km à l'heure". Il a compris!»

Avant la fondation du comité, seulement 437 000\$ étaient allés, depuis... 21 ans, à l'amélioration du réseau routier de la région. Le Comité Sécurité chez nous a obtenu 9 millions\$ dans un premier plan quinquennal... En 1993, le ministère des Transport investissait 500 000\$ dans l'amélioration du secteur des sept côtes. Et les devis pour les travaux à être exécutés en 1994 sont prêts: 2,4 millions\$ à la rivière Noire, 1,8 million\$ à la Rivière aux Canards, 1 million\$ dans les sept côtes.

«Si jamais les investissements promis ne se concrétisent pas en 94, ils vont nous voir sur la route, c'est certain», affirme Ulysse. «Mais le plus important, c'est peut-être qu'on a changé les comportements. De Monsieur tout le monde d'abord. Du ministère des Transport ensuite, qui consulte maintenant la population avant d'envoyer une demande de projet au Ministre. De la Sûreté du Québec aussi qui a instauré un comité consultatif sur lequel siègent des membres de notre comité, l'Association des camionneurs, la Chambre de Commerce. C'est le genre d'actions apolitiques qu'il nous faut au Québec, c'est ça qui fait changer les choses!»

PHOTO: JEAN ROBITAILLE



Le maire de Saint-Alphonse.



SAINT-ALPHONSE: LE RÉVEIL DES AVENTUREUX

JEAN ROBITAILLE

C'est l'histoire d'un petit village de 800 âmes dans l'arrière-pays de la Baie des Chaleurs qui a repris goût à la vie. Au bout de la route qui grimpe dans les hautes terres pendant une dizaine de kilomètres, St-Alphonse vous apparaît soudain; îlot habité au milieu de l'immense forêt gaspésienne. Le moulin à bois d'abord puis le dépanneur-station-service, l'édi-

fice municipal, les maisons et quelques terres autour. Le genre de petit village que tous les fonctionnaires centralisateurs rêvent de fermer. Un petit village qui sentait venir la fin jusqu'à ce que le cri du Ralliement gaspésien vienne réveiller les esprits aventureux.

Depuis deux ans, plus de 150 citoyens sont impliqués dans la revitalisation de leur communauté. Ils participent assidûment aux neuf tables de concertation qu'ils ont créées pour traiter de tous les enjeux importants: tourisme écologique, agriculture, forêt, loisirs, etc. «Ces tables permettent qu'on se parle et qu'on règle les problèmes plutôt que de les laisser pourrir», nous explique Bertin St-Onge, propriétaire du dépanneur et nouveau maire de St-Alphonse. «Par exemple, la table agriculture a été le lieu de confrontations et d'échanges vifs mais très positifs entre nos agriculteurs "biologiques" et ceux qui utilisent les engrais chimiques. Les

POUR QUELQUES ARPENTS DE NEIGE

[J.R.] Depuis que la réforme Ryan a «pelleté» de nouvelles responsabilités vers les municipalités sans y joindre les budgets équivalents, les petites municipalités crient famine. Le conseil municipal de St-Omer, dans la Baie des Chaleurs, a ainsi dû se résoudre à couper le service de déneigement des rangs 2 et 3. Les 18 habitants isolés du reste du village n'avaient d'autres choix que de déménager pour l'hiver... ou de rester au fond de leur rang en attendant la fonte des neiges. La Protection de la jeunesse a même contraint les familles à sortir les enfants des rangs pour l'hiver afin d'assurer leur présence à l'école et leur sécurité. Les cinq familles de ces rangs ont organisé une campagne provinciale de solidarité pour forcer la municipalité à venir ouvrir leur chemin cet hiver. Leurs démarches se multiplient mais pendant ce temps la neige s'accumule tellement qu'on ne distingue plus les chemins des champs. Voilà comment, petit à petit, les gens désertent leur village, encourageant malgré eux la dynamique implacable de fermeture des services gouvernementaux qui, faute de monde, deviennent toujours moins rentables.



*Chez petit Eric,
Rang Saint-Louis,
Excuse mon retard:
Mes rennes ont refusé
d'aller jusque chez toi; tu
sais pourquoi. Je t'ap-
porterai ta souffleuse
l'an prochain.
Père Noël*

DESSIN FRANÇOIS MIVILLE-DESCHÊNES

PHOTO: JEAN ROBITAILLE



six qui se consacrent à temps plein à l'agriculture avaient opté pour le "biologique" mais à cause de l'érosion des sols, les engrais chimiques des autres s'infiltraient dans leurs terres. Maintenant qu'ils sont tous assis ensemble, ils peuvent essayer de régler le problème.»

FINI LE TÉTAGE

Le comité local de St-Alphonse a bien compris le message lancé par le Ralliement: c'est aux gens qui habitent le territoire que revient la responsabilité de le développer. «Si les gouvernements acceptent de financer nos projets, tant mieux. Mais on ne va pas s'empêcher de les réaliser parce que le député où le fonctionnaire qu'on avait été têter refuse de les financer», soutient Bertin St-Onge, jeune trentaine, mais qui milite déjà depuis une quinzaine d'années dans les milieux communautaires de sa région. Son implication dans le comité local du Ralliement l'a finalement conduit à la mairie. «On a décidé de prendre le pouvoir au plan municipal afin de se donner plus de moyens pour que les vrais débats se fassent et que les choses bougent enfin. On étaient tannés de passer tant de temps à essayer de convaincre l'ancien conseil du bien-fondé de nos idées.»

Les esprits aventureux de St-Alphonse ont fait bien plus qu'asseoir les gens à une même table. Ils ont fait la preuve qu'en 1994 l'individualisme érigé en dogme par les néo-libéraux peut être mis au rancart. Les concepts d'équité et de solidarité sociale reviennent constamment dans les propos de Bertin St-Onge. «Dans notre municipalité, il faut que les gens qui gagnent de meilleurs salaires se battent pour que les autres puissent en avoir plus.» Ça change du discours de Ghislain Dufour...

LE PARTI DES RÉGIONS: LOIN DE LA COUPE AUX LÈVRES

«80» circonscriptions électorales sont situées en milieu rural et semi-rural au Québec. Si seulement on pouvait en prendre la moitié, on pourrait former l'opposition officielle», rêvait à haute voix Richard Cimon, la veille du congrès de fondation du Parti des régions, en novembre dernier. Le lendemain matin, seulement une dizaine de personnes s'étaient rendues à Matane pour cet événement «historique»...

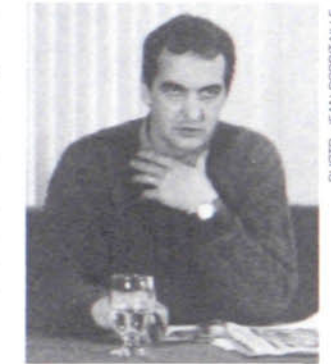


PHOTO: JEAN ROBITAILLE

Richard Cimon,
chef du Parti des régions.

Devenu chef du parti, Cimon est redescendu sur terre depuis. Il s'aperçoit que la population n'est pas si emballée par ce projet de parti des régions. Certaines critiques sont même cinglantes. Pour le jeune maire de St-Alphonse, Bertin St-Onge, «il faut refuser de se marginaliser et cesser de juste *tripper* sur notre ruralité. Plutôt que de s'isoler des milieux urbains, il faut mettre en relation nos problèmes et relever le défi d'une meilleure répartition des richesses.»

Mais chose certaine, la création du PDR a suscité de nombreuses discussions. Et les prises de positions de ses dirigeants provoquent de bons débats sur le bilan des actions gouvernementales depuis une trentaine d'années en matière de développement régional.

Congrès de fondation du Parti des régions, novembre 1993.



PHOTO: JEAN ROBITAILLE

Alors quel avenir pour le Parti des régions? Pour l'instant, c'est bien dur à prévoir. Le PDR n'est même pas sûr qu'il va présenter des candidatures aux élections de cette année. Les défis d'organisation sont nombreux et les ressources excessivement limitées: pas de budget, une dizaine de militants-es pour la plupart déjà passablement occupés et rien de bien clair comme programme pour l'instant. Certes, un discours radical sur les rapports désastreux entre centre et périphérie mais une analyse qui porte peu d'attention aux contradictions propres au système capitaliste, aux exigences du capital qui conduisent au mal-développement des régions.

Mais le PDR a le mérite d'ouvrir une nouvelle voie, d'essayer d'élaborer un nouveau concept d'action politique tout de même plus original que le parti de Jean Allaire. Et puis il y a ces 1 000 signatures de citoyens-nes qui ont appuyé la création d'un parti des régions. Ces 1 000 signatures se transformeront-elles en 1 000 membres?... Ça reste à voir. [J.R.]

LE RALLIEMENT GASPÉSIEN-MADELINOT ET LA COALITION URGENCE RURALE: QUEL MEMBERSHIP POUR DEMAIN?



PHOTO COURTOISIE URGENCE RURALE

Assemblée générale de la Coalition Urgence rurale au centre de ski du mont Comi à Saint-Donat.

Après l'euphorie des grands rassemblements de Rimouski en 90 et de Chandler en 91, on avait l'impression que la Coalition Urgence Rurale du Bas St-Laurent et le Ralliement gaspésien et madelinot allaient tout chambouler dans l'Est du Québec. Ces deux organisations vivent plutôt une crise de croissance et d'identité. Non pas qu'elles soient inactives. Mais elles sont à la croisée des chemins.

Jules Lemieux, qui milite au Groupe de ressources techniques en logement de Gaspé, porte un jugement sévère sur le regroupement gaspésien: «Le Ralliement est une organisation qui ne s'est pas donné les moyens de ses lendemains.» Pour d'autres cependant, comme Bertrand Blanchet, ancien évêque de Gaspé récemment nommé à Rimouski, il serait regrettable que les gens transfèrent simplement leur dépendance face à

l'État vers ces coalitions, qui seraient perçues maintenant comme de nouveaux messies. «Ce qu'on veut depuis le début, précise-t-il, c'est changer nos mentalités attentistes. Il faut se mettre debout, tous ensemble, toutes allégeances politiques confondues, pour contrer le fatalisme et imaginer de nouvelles formes de développement durable de nos régions.»

APRÈS LES GRANDS RASSEMBLEMENTS

Le Ralliement et la Coalition souffrent un peu de la même contradiction: elles ont créé énormément d'attentes dans la population mais elles n'osent pas, ou ne peuvent pas, devenir un véritable mouvement de contestation.

D'abord question de leadership et de direction. Initiées toutes deux par des institutions importantes de leur région (CLSC, Caisses pop, Église, UPA), les deux coalitions étaient inévitablement limitées à des interventions de nature «apolitique». Par exemple, un des principaux dirigeants, qui participait au Ralliement à titre d'organisateur communautaire de CLSC, vient de se voir interdire par son directeur général de faire des déclarations sur des enjeux qui



PHOTO COURTOISIE TERRE DE CHEZ NOUS

Le bureau de poste de Saint-Clément, le 21 janvier 1993.

débordent le territoire du CLSC. Il n'a plus le droit d'assister aux réunions du Ralliement qui se déroulent à l'extérieur de son territoire. Il faut savoir que Gérard-D. Lévesque, député libéral de Bonaventure pendant 35 ans, avait eu le temps de placer tout son monde dans tous les CA et les directions générales des différents services gouvernementaux.

Face à cette contradiction, les coalitions sont donc en train de revoir leur membership. Plutôt que de reposer

essentiellement sur des institutions comme les CLSC, les Caisses pop, l'Église ou l'UPA, elles veulent développer des comités locaux forts dans chacune des municipalités. D'ailleurs, le président de la Coalition Urgence Rurale, Adéodat St-Pierre, agriculteur de Rimouski, affirme à tous ceux qu'il rencontre dans les sessions de formation: «On vous le dit d'avance: la Coalition ne fera rien pour vous... C'est vous autres qui allez le faire.»

Adéodat St-Pierre parle ainsi parce qu'il

se souvient de l'échec de la première tentative de développement d'Urgence Rurale. «Les représentants de la Coalition allaient présenter un beau plan de développement aux gens. Les gens répondaient: "Oh, c'est ben beau!", puis ça s'arrêtait là.»

Actuellement les deux coalitions axent surtout leur travail autour d'un programme de «formation aux forces vitales humaines» afin de mobiliser les gens pour qu'ils s'impliquent sur du long terme au service de leur communauté. «Les gens découvrent petit à petit que pour changer les choses dans leur milieu on n'a pas besoin d'ouvrir une usine. Des choses concrètes, à la portée de chacun d'entre nous, peuvent changer l'ordre des choses.» Il tente ainsi de convaincre tout le monde, les plus occupés-es comme les chômeurs-ses qu'ils-elles ont des talents et des ressources précieuses qui, mises en commun, redonnent vie à leur village. «Quand ça marche, c'est incroyable comme les gens y retrouvent une fierté.» Adéodat St-Pierre cite en exemple de ces projets concrets l'idée de créer des fermes forestières sur les lots intra-municipaux. «On permettrait enfin aux gars de bûcher pour eux plutôt que pour la Price», conclut-il. [J.R.]

PHOTO JEAN ROBITAILLE

PHOTO ALAIN MICHAUD



Adéodat Saint-Pierre



La Coalition Urgence rurale soutient les luttes locales comme celle des citoyens de La Rédemption, pour la création de fermes forestières.

SAINTE-ANNE-DES-MONTS:

Le printemps dernier, le ministère des Transports coupait cinq postes d'été à temps partiel dans la MRC Denis-Riverin qui englobe une dizaine de municipalités autour de Ste-Anne-des-Monts. Trois de ces postes étaient jusqu'alors occupés par des maires de petites municipalités de la région¹. En un rien de temps, les élus municipaux et la Chambre de Commerce ont convoqué toute la population et les organismes de la région à une vaste rencontre publique. Deux jours plus tard, 800 personnes étaient entassées à l'arena pour entendre les discours passionnés des maires et des représentants des milieux des affaires qui

1. On sait que la fonction de maire, dans les petites municipalités québécoises, n'occupe un-e élu-e qu'à temps partiel.

L'ART D'UTILISER LE MONDE

dénonçaient le manque flagrant de sensibilité des gouvernements à l'égard du développement de leur région.

Une plate-forme articulée autour de 18 revendications fut alors présentée à la foule enthousiaste. Pêche, tourisme, fo-

rêt, services gouvernementaux, tout y était. Une lutte sans merci s'annonçait. On avait enfin la détermination de s'attaquer de front aux véritables causes des problèmes de mal-développement de la région qui maintiennent les gens sur le chômage et l'aide sociale et qui provo-

quent l'exode dramatique des jeunes. «Pas question de céder sans avoir obtenu satisfaction sur l'ensemble de ces points», proclamait au micro le représentant de la Chambre de Commerce.

Deux jours plus tard, alors que venait de s'amorcer depuis moins de trois heures l'occupation de la route 132, un fax du ministre Picotte arrive. Le même représentant de la Chambre de Commerce en fait la lecture aux manifestants-es. Le Ministre redonne les cinq postes aux Transports et crée un comité de travail sur les autres questions. «Alors merci, mesdames et messieurs, de vous être déplacés. On a gagné. Maintenant vous pouvez rentrer chez vous», leur a-t-on dit en guise de conclusion à cette histoire. «Félicitations pour votre beau programme!», auraient répondu de méchantes langues... [J.R.]



Sainte-Anne-des-Monts.

PHOTO COURTOISIE ALLEN CORMIER JOURNAL LE RIVERAIN

EN LUTTE POUR LA SURVIE DU BUREAU DE POSTE PUIS POUR LA RÉTROCESSION DES LOTS INTRA-MUNICIPAUX, LE COMITÉ DES CITOYENS-NES DE LA RÉDEMPTION EST UN EXEMPLE ENCORE BIEN VIVANT DES MOBILISATIONS POPULAIRES FAITES À LA MANIÈRE DES ANNÉES 70. BONNE ANALYSE SIMPLE MAIS PERSPICACE, ENJEU CONCRET ET PRÉCIS, MOBILISATION SIGNIFICATIVE DE LA POPULATION, ACTION D'ÉCLAT ET COMBATIVITÉ, VOILÀ DES RECETTES ÉPROUVÉES...

Que s'est-il passé d'important le 25 octobre 1993? Les citoyens-nes canadiens-nes qui ont en mémoire l'élection des libéraux, bloquistes et réformistes à Ottawa n'ont pas tort. Mais pour les résidents-es du petit village de La Rédemption dans la vallée de la Matapédia, cette journée leur rappelle surtout le début de l'occupation du Rang 9. Durant toute une semaine, ils ont empêché les fardiens d'aller chercher le bois dans les lots intra-municipaux. Une semaine à occuper nuit et jour ce petit bout de chemin jusqu'à ce que les agents de la Sûreté du Québec viennent, avec la délicatesse qu'on leur connaît, démanteler leurs barricades de fortune. Résultat: trois arrestations et une population encore plus furieuse.

DES FERMES FORESTIÈRES

Actuellement, les 65 lots convoités font partie de la forêt publique, propriété du Gouvernement, et les droits de coupe ont été accordés à la Scierie Métis. Mais les gens de la Rédemption prétendent qu'ils sauraient en faire un meilleur usage. En leur rétrocédant ces lots intra-municipaux, on pourrait créer 9 fermes forestières qui feraient bien vivre autant de familles de ce village de 580 habitants-es durement éprouvé par la récession et la fermeture des services gouvernementaux.

La population de La Rédemption avait déjà dû démontrer sa solidarité quelques mois auparavant en organisant la résistance à la fermeture de leur bureau de poste. 99% des gens avaient signé la pétition à cet effet. L'occupation de leur bureau de poste avait duré 46 jours. Les dépanneurs s'étaient entendus pour refuser d'ouvrir un comptoir postal et ce, même sous la menace de se faire imposer une pénalité de 5 000\$ par le fédéral qui les accusait de collusion contre le principe de la libre entreprise!

LA RÉDEMPTION: PASSER DE LA DÉFENSE À L'ATTAQUE



L'ÉMULATION DES RÉGIONS

Pour Réjean Lamarre, âme dirigeante du comité de citoyens-nes, la bataille pour la rétrocession des lots intra-municipaux a permis de passer d'une lutte défensive comme celle du bureau de poste à une nouvelle axée sur le développement du village. «Mais c'est cette première bataille pour le bureau de poste qui nous a permis de développer la solidarité nécessaire pour se lancer dans l'aventure de la rétrocession des lots intra-municipaux. En Abitibi, les gens ont réussi à obtenir ces lots. À nous de faire pareil.»

Les actions et les luttes des uns stimulent effectivement les gens d'autres municipalités à embarquer dans le mouvement. La Coalition Urgence Rurale du

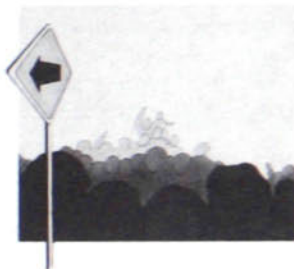
Bas St-Laurent a clairement appuyé les efforts des citoyens-nes de La Rédemption en faisant connaître cette lutte plus largement et en faisant de la création des fermes forestières un enjeu régional de développement durable. Bertrand Blanchet, archevêque de Rimouski, est justement un de ceux qui croit le plus fermement aux vertus de la forêt privée. «Il faut réussir à avoir de bons forestiers comme on a de bons agriculteurs. Une ferme forestière sera certainement mieux traitée, mieux aménagée qu'un lot exploité par contrats. Parce que les gens qui la possèdent ont intérêt à s'assurer de toujours pouvoir en vivre. Quand on confie aux gens les ressources naturelles, on leur donne les moyens du développement durable.» [J.R.]



▲ **Manifestation à Amos, le 8 janvier 1993.**

◀ **Manifestation à Rouyn-Noranda, en juin 1993.**

PHOTOS COURTOISIE TERRE DE CHEZ NOUS



MOBILISATIONS AMOS ET ROUYN UNE HISTOIRE DE POUPÉES RUSSES

LOUISE BOIVIN

Le 8 janvier 1993, Amos a verrouillé ses portes. 6 000 personnes – près de la moitié des habitants-es de la ville – sont sorties des maisons, commerces, écoles, bureaux et usines pour bloquer les routes d'accès et occuper le terrain du ministère des Transports du Québec. La population s'opposait au déménagement du bureau de district à Val-d'Or et au transfert de 80 emplois.

Le 1^{er} juin, c'est Rouyn-Noranda qui bouillait. Près de 8 000 personnes fermaient la ville pour protester contre la décision de déménager à Val-d'Or les assises de la Société de conservation du Nord-Ouest, chargée de prévenir et de combattre les feux de forêt.

Rappelons que Val-d'Or se situe dans la circonscription du ministre libéral Raymond Savoie, et que les deux municipalités «perdantes» sont dans le giron de l'Opposition. De plus, le maire de Val-d'Or, M. Ronald Tétrault, est l'ancien secrétaire du ministre Savoie.

À Rouyn-Noranda comme à Amos, la population exprimait son ras-le-bol face à des décisions gouvernementales prises sans consultation, et qui, au nom de la «rationalisation», accentuent la concentration des activités dans les centres.

LES VILLAGES DES RÉGIONS

Pour signifier leur option en faveur d'un développement régional décentralisé, cinq villages du secteur de Rochebaucourt ont décidé de bloquer l'entrée de leurs propres villages, plutôt que de se fondre dans l'initiative de la ville d'Amos. La tendance à la concentration n'est pas que celle de Québec et Montréal vis-à-vis des régions, mais aussi celle des grandes municipalités vis-à-vis des villages, explique Georges Lafrenière, de la Corporation de développement des Coteaux, un organisme populaire du secteur.

«Pour nous, la mobilisation d'Amos n'a rien changé», lance-t-il, même si le bu-

LES MOBILISATIONS DE ROUYN ET D'AMOS N'ONT PAS SEULEMENT RÉVÉLÉ LA COLÈRE DES CITOYENS-NES DE CES DEUX VILLES À L'ÉGARD DES DÉCISIONS PRISES PAR LES GRANDS CENTRES. ELLES DÉMONTRENT QUE LES VILLAGES ENVIRONNANTS DOIVENT ÉGALEMENT RÉSISTER AUX TENDANCES CENTRALISATRICES DES CENTRES RÉGIONAUX. COMME AVEC LES POUPÉES RUSSES, QUI S'EMBOÎTENT L'UNE DANS L'AUTRE, ON EST TOUJOURS À LA PÉRIPHÉRIE D'UN CERTAIN CENTRE, À QUELQUE NIVEAU QUE L'ON SOIT...

reau et les emplois du ministère des Transports du Québec n'ont finalement pas été transférés à Val-d'Or.

«Ça n'a pas changé grand-chose pour le monde ordinaire», renchérit Pierre Bolduc, membre du Collectif rural d'intervention (CRI)¹, en parlant des manifestations de Rouyn-Noranda, qui n'ont pas empêché le déménagement des bureaux de la Société de conservation du Nord-Ouest. «C'était un coup d'éclat conjoncturel, un mouvement spontané de solidarité qui a mis en évidence une certaine conscience collective du besoin de se tenir les coudes.»

À Amos, comme à Rouyn-Noranda, les mobilisations se déroulaient sous l'égide des autorités municipales. Une personne était rémunérée pour organiser la

1. Le Collectif rural d'intervention (CRI) est un mouvement d'individus qui désirent contrer la désintégration des régions grâce à la prise en charge du développement local par la population.

mobilisation de Rouyn, selon Pierre Bol-duc, et les groupes de base, comme le CRI, n'ont pas été invités à participer à l'organisation de l'événement.

«Ça profite encore une fois aux élites – le monde des affaires-es et le monde municipal – qui ont pris la tribune et qui ont renforcé les alliances entre elles, ajoute-t-il. La ville de Rouyn-Noranda a aussi compris qu'elle devait moins faire cavalier seul, et plutôt faire front commun avec les autres municipalités de la MRC.»

EN DÉVELOPPANT LA VIE


À la gestion par concentration «qui dépouille les rangs de leur vie» dans des milieux déjà appauvris par la fermeture d'entreprises et d'usines, Mgr Gérard Drainville, l'évêque d'Amos, préfère l'idée de maintenir un réseau de petites municipalités ayant des échanges entre elles.

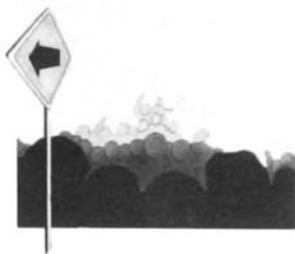
«Il faut penser en termes de développement du territoire, affirme-t-il, et non seulement en termes de développement d'usines et d'entreprises. Un centre ne vit pas en éteignant la vie autour de lui, mais plutôt en la développant, c'est même ce qui lui profite le plus à moyen terme.»

Pour Georges Lafrenière, de la Corporation de développement des Coteaux, «les vraies solutions viennent de nous. Tout ce que les gouvernements nous offrent, ce sont des programmes d'emplois temporaires, comme EXTRA, PAIE ou PDE, ce qui n'est pas de la vraie création d'emplois.»

LES RURAUX ET LES URBAINS

Yollande Desharnais, membre du CRI, a présidé le Comité régional des paroisses marginales dans les années 70. Elle fait le lien entre hier et aujourd'hui en parlant de la population dépossédée de ses ressources et de ses choix par les entreprises et les gouvernements. Par contre, «à l'époque, c'était les ruraux, considérés comme marginaux, moins nantis et moins instruits, qui dénonçaient les fermetures de paroisses et la concentration des activités dans les centres de la région.»

Mme Desharnais estime qu'un changement de mentalité s'opère tranquillement depuis que les villes sont, elles aussi, victimes de la vision centralisatrice du développement. «Il y a moins de séparation entre les ruraux et les urbains». 



SAGUENAY - LAC SAINT-JEAN: DES PROJETS PLEIN LES MAINS

ANDRÉ LACHANCE

LES GENS RÊVENT D'UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE. MAIS DANS UN CONTEXTE OÙ LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE SE DÉTÉRIORE, LES MILITANTS-ES DES GROUPES POPULAIRES ET SYNDICAUX DE LA RÉGION DEMEURENT PERPLEXES: COMMENT Y ARRIVER? PLUS QUE JAMAIS, ON RAME À CONTRE-COURANT. SACHANT BIEN, QU'ENCORE UNE FOIS, ON NE PEUT COMPTER QUE SUR SES PROPRES MOYENS...

Assemblés dans la sacristie de l'église St-Joseph d'Alma, ils sont exactement 19 à avoir bravé un froid cinglant afin d'assister à la dernière réunion régulière de 1993 de Solidarité populaire Saguenay-Lac-Saint-Jean. Treize femmes et six gars décidés, représentant des groupes populaires actifs de Saint-Félicien à La Baie.

Le soleil entre peu à peu par les grandes fenêtres givrées pendant que, à tour de rôle, chacun-e rêve à ce qu'il souhaite pour 1994. Pas de doute. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean aussi, les organismes populaires sont en quête d'un projet de société qui comblerait l'espace de vide actuel. On imagine une société plus égalitaire, plus juste, plus démocratique. Où le développement se ferait, durablement, dans le respect de l'environnement, dans la paix et la justice, notamment fiscale... Une région, un Québec à bâtir. Autrement.

LE CALME PLAT

Les militants rêvent d'autant plus que, socialement, c'est le calme plat. À peu près rien ne bouge. Il y a eu bien sûr,

fin novembre, le débrayage spontané des quelque 1 500 travailleurs de la construction, les premiers au Québec. Et l'été dernier, le mouvement Accès-Bleuets qui exigeait la réfection de la route du Parc des Laurentides. Puis la marche pour l'emploi en mai 1992. Mais c'est tout.

Pourtant, ce n'est pas parce que les groupes populaires n'ont rien à proposer. Loin de là. Le rapport régional de la Commission itinérante de Solidarité populaire Québec hante encore tous les esprits. Présenté dans les médias régionaux comme un plan ambitieux pour sauver la région du marasme, le rapport élaboré par 24 groupes populaires, 6 mouvements religieux et 7 syndicats a été d'autant mieux reçu qu'on s'était gardé de faire appel aux experts habituels en fiscalité ou en économie. On y retrouvait plutôt ce que pensent les gens ordinaires de la situation économique et sociale de la troisième conurbation du Québec, en pleine régression démographique.

Son constat est troublant: «Le système est *fucké*. On enregistre des reculs par-

PHOTOS ANDRÉ LACHANCE



tout, les gens en ont assez», explique Monique Villeneuve, coordonnatrice régionale des Organismes volontaires d'éducation populaire. «Les politiques néo-libérales nous ont amené dans un cul-de-sac.»

Il est vrai que la situation est préoccupante, notamment au plan de l'emploi. Depuis quelques années, les grandes sociétés se départissent d'employés jugés pléthoriques. Ils étaient quelque 5 000 syndiqués dans les usines de l'Alcan à Jonquière et Laterrière il y a une dizaine d'années. Ils ne sont plus que 3 200 aujourd'hui... Encore heureux que la majeure partie de ces pertes d'emplois se soit produite par attrition! «On est inquiets, c'est certain», explique Mishell Potvin, de la Fédération des Syndicats du secteur Aluminium, l'une des composantes régionales de Solidarité populaire Québec. «D'autant plus que récemment, des employés-es de bureau comptant 16 ans d'ancienneté ont été mis à pied. Et on me dit que d'autres travailleurs seront congédiés dans les papeteries. Oui, c'est inquiétant!»

CACHÉ DANS SA CAVE

Dans une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean où les travailleurs-ses syndiqués de la grande industrie ont un niveau de vie plutôt élevé, il n'est pas facile de mobiliser les chômeurs. Syndicats et groupes populaires en savent quelque chose. «C'est beaucoup plus difficile d'organiser les chômeurs de l'Alcan

«À chaque semaine, l'équivalent d'un autocar plein de jeunes quitte la région pour toujours.»

que des assistés sociaux par exemple», ajoute Mishell Potvin. «Les gens invoquent leur dignité, ça les gêne. Ici, les chômeurs se cachent dans leur cave et ne bougent plus. Beaucoup sont gênés car ils ont été habitués à un gros train de vie. En perdant leur travail, ils ont l'impression de n'être plus rien. Et dès que la production recommence, le mouvement de solidarité tombe. Ainsi, le Comité des chômeurs de l'Alcan mis sur pied à l'automne 1992 a cessé d'exister dès que les gars ont recommencé à travailler.»

UN SOUS-DÉVELOPPEMENT DURABLE

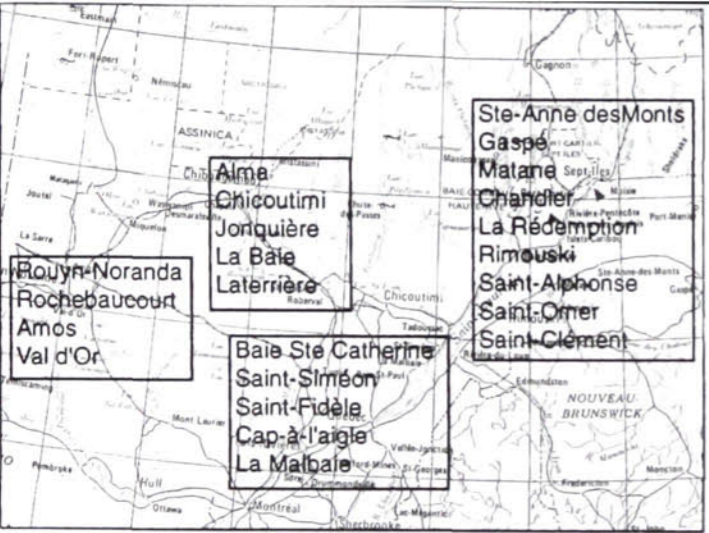
«À chaque semaine, l'équivalent d'un autocar plein de jeunes quitte la région pour toujours», s'inquiète Nathalie Thibault, de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. «Le problème, c'est qu'il n'y a pas de vraies jobs et que le chômage réel est d'au moins 40% parmi les jeunes d'ici.»

«C'est que la région ne reçoit pas sa juste part des taxes et impôts payés par ses citoyens», analyse Claire Lavoie, avec une pointe d'amertume. «Le sociologue Charles Côté l'a bien montré dans son étude *La désintégration des régions: le sous-développement durable*. Pourtant, un Monsieur est payé pour faire du développement durable dans la région. De temps en temps, il met le mot développement durable dans un rapport. Et c'est à peu près tout.»

LES «PETITES ACTIONS QUI FONT DU BIEN»

Le temps des rêves doit faire place aux actes. Agir, bien sûr, mais comment? «Chez nous, on se concerta et ça marche», affirme Françoise Gagnon, du Café Jeunesse de Chicoutimi, en expliquant que le Club Kiwanis local vend des vignettes dont le produit va à l'organisme, qui s'occupe des jeunes de la rue. Un phénomène nouveau dans la capitale régionale, provoqué notamment par le manque total d'espoir des jeunes.

Claire Lavoie, du Service aux milieux (un organisme diocésain), croit aux petites actions qui font du bien: «L'achat chez nous, par exemple. Ou encore le Comité politique dont le but est de rencontrer régulièrement nos députés. Des choses comme ça. Du concret. Car il faut s'organiser nous-mêmes chez nous. La force qu'on a en région, c'est qu'on peut se mobiliser plus facilement que dans les grands centres urbains.»



INFOGRAPHIE DENIS RIOUX

QUAND ÇA BOUGE DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC... MÊME ENNEMI, MÊMES COMBATS?

JEAN ROBITAILLE

LES RÉCENTES MOBILISATIONS DES DIFFÉRENTES RÉGIONS DU QUÉBEC SE RESSEMBLENT PEU. S'IL EST VRAI QU'ELLES S'ABREUVENT TOUTES AU MÊME SENTIMENT D'ÊTRE FLOUÉES PAR LES GRANDS CENTRES, ELLES SE DISTINGUENT NOTAMMENT QUANT À LEUR NATURE, LEURS ORIGINES, LEURS LEADERS ET LEURS PRÉTENTIONS.

POUR LE PLAISIR DE CATÉGORISER, ON PEUT CEPENDANT REGROUPER CERTAINES DE CES MOBILISATIONS SOUS QUATRE TYPES D'ÉVÉNEMENTS. CE TABLEAU N'EST ÉVIDEMMENT PAS EXHAUSTIF NI SCIENTIFIQUE. PARCE QU'IL CATÉGORISE, IL TOURNE LES COINS ROUNDS.

L'OBJECTIF N'EST PAS DE RECENSER TOUTES LES PLUS RÉCENTES MOBILISATIONS, MAIS PLUTÔT D'OFFRIR UNE GRILLE DE LECTURE ET D'ANALYSE DES MOBILISATIONS RÉGIONALES AFIN DE PERMETTRE DE LES DISTINGUER ET DE MIEUX LES COMPRENDRE. POUR SAVOIR LES APPRÉCIER À LEUR JUSTE VALEUR, EN ÉVITANT CERTAINS PIÈGES, QU'IL S'AGISSE DU ROMANTISME RÉVOLUTIONNAIRE OU DU MÉPRIS DE CE QUI SE FAIT AUTREMENT QUE CHEZ NOUS.

CATÉGORIE	LIEU	TYPES D'ÉVÉNEMENTS OU D'ORGANISMES	ORIGINES ET LEADERS	OBJECTIFS	FORME ET AMPLEUR DES ACTIONS	RESSOURCES	RAPPORT AUX MILIEUX POPULAIRES ET AU POLITIQUE	PARTICULARITÉS
1. Coalition d'organismes et d'institutions	<ul style="list-style-type: none"> Gaspésie Bas Saint-Laurent 	<ul style="list-style-type: none"> Ralliement gaspésien et madelinot Coalition Urgence rurale 	Création et leadership assumés surtout par des organismes et des institutions «apolitiques» (Église, CLSC, caisse pop, UPA, syndicats).	Mouvement de sensibilisation et d'éducation. Son objectif premier est de changer les mentalités attentistes et défaitistes des populations locales afin de leur redonner le goût et le pouvoir d'assumer le développement du territoire.	<ul style="list-style-type: none"> Deux grands rassemblements à Rimouski en 1990 (pour la C.U.R.) et à Chandler en 1991 (pour le R.G.M.) ont attiré autour de 8 000 personnes. Depuis ce temps, laisse aux instances locales le soin d'organiser des actions. Peu d'actions au nom de ces coalitions. Coordonne campagne de solidarité, d'information et de formation. 	Peut compter sur les ressources des organismes et institutions membres.	Questionne les politiques, pas les politiciens, afin de rester ouvert aux gens de toutes les allégeances politiques	<ul style="list-style-type: none"> Analyse approfondie des problèmes régionaux. Révision du membership en cours afin de faire face à une certaine crise de croissance et de redonner plus de pouvoir aux comités locaux.
2. Événement monstre mais ponctuel	<ul style="list-style-type: none"> Sainte-Anne-des-Monts Amos Rouyn 	Fermeture d'une ville ou d'une route, organisée par les élites locales	Leadership assumé par les élus municipaux-ales et les milieux d'affaires qui s'adjoignent d'autres groupes à l'occasion.	Protester contre une décision gouvernementale en mobilisant la population pour une courte durée.	<ul style="list-style-type: none"> Blocage de routes; fermeture de la ville; grève générale des services. Grand rassemblement de la population. Mobilisation d'une envergure surprenante et inattendue, très médiatisée. Action essentiellement ponctuelle. Pas de suite connue. 	Peut compter sur les ressources des municipalités et des milieux d'affaires.	<ul style="list-style-type: none"> Initié par les politiciens locaux en réaction aux politiciens nationaux. Utilise les groupes populaires et la population le temps de faire pression sur un ministre. 	<ul style="list-style-type: none"> Pas de travail d'éducation ni avant ni après les événements. Utilise une analyse globale des problématiques de développement régional, mais débouche sur des revendications très pointues et limitées. Sert de soupape aux populations locales pour évacuer les frustrations accumulées.
3. Comité de lutte ad hoc	<ul style="list-style-type: none"> La Rédemption Charlevoix Saint-Clément 	Comités de survie et de développement des services et des infrastructures des villages	<ul style="list-style-type: none"> Leadership assumé par un comité de citoyennes, généralement élus démocratiquement pour la circonstance Membership composé d'individus Mouvement né d'un enjeu local bien précis (fermeture du bureau de poste, d'une usine, problème d'aménagement du territoire, etc.) 	Mouvement de lutte populaire ad hoc pour faire connaître un problème local et infléchir des décisions politiques dans les grands centres.	Actions diversifiées, s'échelonnant et s'intensifiant dans le temps: conférences de presse, occupation de bureaux, barrage de route, désobéissance civile.	Ressources limitées au plan matériel, mais peut compter sur les énergies de ses membres.	<ul style="list-style-type: none"> Essentiellement populaire et non partisan. Peut compter à l'occasion sur l'appui de coalitions régionales ou nationales, ainsi que de leur municipalité. 	<ul style="list-style-type: none"> Processus d'éducation populaire intéressant à travers la lutte. Tentatives pour donner des suites, mais souvent, une fois le problème «réglé», les gens rentrent chez eux. Susceptible de créer une base militante capable de relancer d'autres dossiers.
4. Action politique partisane	Bas Saint-Laurent et Gaspésie (mais souhaiterait se développer dans toutes les zones rurales et semi-rurales du Québec)	Parti des régions	Parti politique né de la frustration des gens à l'égard des partis politiques traditionnels autant que des mouvements régionaux de mobilisation, perçus comme trop ponctuels ou trop timides dans leurs actions et leurs critiques du système.	Désire proposer une alternative politique globale et originale aux «solutions» mises de l'avant depuis trente ans pour contrer le mal-développement des régions.	<ul style="list-style-type: none"> Assemblées publiques et rencontres avec des représentants d'organismes. Participation éventuelle aux élections. 	Ressources extrêmement limitées pour un parti politique: une dizaine de membres actifs; ni argent ni expérience d'action politique partisane.	<ul style="list-style-type: none"> Vision plutôt naïve du pouvoir politique des députés. Défis importants à surmonter pour éviter de perpétuer la rupture entre les partis politiques et les mouvements populaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Suscite de nombreux commentaires, souvent passionnés ou amusés, mais peu d'adhésions. Programme encore très embryonnaire et difficile à situer idéologiquement. A le mérite de confronter les politiciens sur leur propre terrain et sans gants blancs.

ANDRÉ BÉLANGER

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

VICTOIRE À L'ARRACHÉ

Ghyslain Dufour, le président du Conseil du patronat, doit encore s'en mordre les doigts. Le 15 juin dernier, il se faisait passer un beau gros sapin par une poignée d'associations de consommateurs et de comités-logement: une loi très sévère sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé était adoptée, ce qui donnait des dents aux dispositions sur la vie privée prévues dans le nouveau Code civil.

En cette époque où l'on ne jure plus que par le libre-échange, la seule idée de réglementer les échanges d'information provoquait une crise d'urticaire chez la plupart des politiciens-nes. Or, les associations sont non seulement parvenues à les convaincre d'adopter une des lois les plus sévères en Amérique du Nord, mais elles ont porté la question de la vie privée au coeur des préoccupations des Québécois-es.

Dorénavant, toute personne a voix au chapitre, lorsque des décisions sont prises à son sujet. Depuis son adoption le 1er janvier, les entreprises qui veulent monter un dossier sur quelqu'un doivent d'abord démontrer qu'elles ont un intérêt légitime et sérieux à le faire. Elles sont tenues d'en informer la personne, qui a le droit de consulter et de modifier ce dossier s'il y a des erreurs.

CHRONOLOGIE

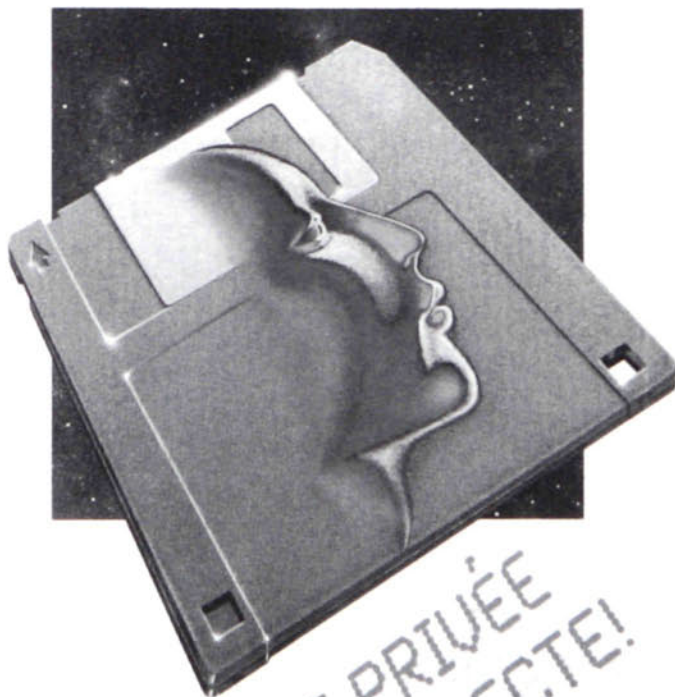
L'histoire a réellement débuté en 1982. Les locataires de Montréal sont aux prises avec une grave pénurie de logements. Les propriétaires en profitent pour établir des listes noires constituées de locataires jugés trop «combatifs», sur la seule base du nombre de recours à la Régie du logement.

Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLACQ) enquête, le scandale éclate. De rapports en rapports, d'études en études, les Québécois-es apprennent qu'un nombre de plus en plus grand de compagnies dressent des dossiers sur leurs clients sans leur consentement et se servent de ces informations pour

«Le pouvoir est à ce point éclaté qu'il est possible à un petit groupe d'individus de jouer sur les fractures du pouvoir et, ce faisant, de pouvoir insérer leurs projets dans l'histoire.»

Guy Herbert, professeur de philosophie au Cégep de St-Jérôme à Mont-Laurier.

Le ministère des Communications a publié une pochette d'information sur la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé.



LA VIE PRIVÉE
ÇA SE RESPECTE!

prendre des décisions à leur sujet. On craint la dictature des dossiers personnels.

Des associations de consommateurs, ACEF-Centre, Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec (FNACQ) et Service d'aide au consommateur (SAC) de Shawinigan en tête, se penchent sur les compagnies offrant des services, où l'information vaut son pesant d'or. Chacune des associations se spécialise dans différents sec-

teurs: le SAC, et sa directrice Madeleine Plamondon, s'attaque aux institutions financières et aux compagnies d'assurances; l'ACEF-Centre à Équifax, et la FNACQ à l'Afficheur de Bell Canada.

En 1987, le mouvement remporte une double victoire: les dispositions du nouveau Code civil sur la protection de la vie privée sont adoptées, et la Commission parlementaire sur la culture chargée de réviser la Loi d'accès à l'information convient qu'il faut une loi pour le secteur privé. L'adoption d'une loi pour appliquer ces dispositions générales devient alors inévitable.

LA PRÉPARATION

La recette de cette réussite: la formation et l'implication de militants-es-experts-es en mesure d'investir toutes les tribunes et les lieux de prises de décision.

«Un itinérant, si ce n'est pas chiffré, ça n'existe pas pour un technocrate, résume Pierrôt Péladeau, lui-même expert-militant en informatique et télématique. La force des mouvements de consommateurs aura été de développer leur propre expertise en matière de vie privée et d'être continuellement en mesure de répondre, voire de **devancer** les objections des technocrates.»

«Ce modèle de lutte intègre l'approche mise de l'avant par les mouvements écologistes (développer une expertise) et féministes (investir les lieux de pouvoir)», ajoute-t-il. Nous n'avions pas des ennemis devant nous, mais des adversaires qui ne proviennent pas d'un moule homogène. Il suffisait de *surfer* sur leurs contradictions.»

DES COULISSES

«On avait réussi à verrouiller le système à double tour, explique Pierrôt Péladeau. Le verrou légal était apposé avec le Code civil, tandis que les politiciens étaient coincés avec un engagement.»

Commissions parlementaires, comités de travail avec des entreprises, conférences de presse, colloques internationaux: les associations sont de toutes les

tribunes. On cultive de bonnes relations avec les fonctionnaires et avec ses adversaires, on se joint à des réseaux internationaux d'échange d'information, on apprend à manier l'arme de l'information.

Pendant ce temps, les opposants au projet de loi s'organisaient, le Conseil du patronat en tête, et se sont lancés dans une intense campagne de lobbying. «Mais on était mieux préparés qu'eux, rappelle Marie Vallée de la FNACQ. C'est ce qui a compensé pour la différence entre leurs moyens et les nôtres.»


Tout était prêt pour le sprint final: la Commission parlementaire de mars 1993. «On a assuré une présence continue en commission. Cela nous a permis de bien préparer l'intervention de nos alliés et, parfois même, d'orienter celle de nos adversaires dans le sens qui nous était favorable, dit Pierrôt Péladeau. Une Commission parlementaire a une vie en soi et il faut la suivre de près.»

L'ARÈNE LÉGALE

L'arène légale peut jouer en sa faveur, à condition qu'on apprenne à s'en servir. «Les groupes populaires hésitent à investir le milieu légal, dit Marie Vallée. Nous, on s'y est lancé à pleines dents et on a gagné.»

Le «modèle» est-il exportable à d'autres batailles? «La conjoncture y est pour beaucoup. Après tout, la vie privée, ça ne coûte rien à l'État et c'est rentable politiquement, dit Marie Vallée. Si on avait eu André Bourbeau comme ministre au lieu de Lawrence Cannon, on n'aurait peut-être jamais eu de loi...»

«On sentait qu'il y avait une ouverture, alors la tactique était appropriée. Si tout avait été bloqué, il aurait peut-être alors fallu sortir les pancartes», ajoute Alain Landry, du Comité logement OEIL de Côte-des-Neiges.

Le militant de demain aura-t-il l'allure d'un homme ou d'une femme d'affaires aux lunettes épaisses, avec un attaché-case dans une main et le *Powerbook* dans l'autre? Qui sait... 

The Second Conference on



Computers, Freedom, and Privacy CFP-2

Wednesday-Friday
March 18-20, 1992
Loew's L'Enfant Plaza Hotel
Washington, DC

LÀ OÙ SE TROUVE PLUS D'ARGENT QU'IL N'EN FAUT POUR LES PROGRAMMES SOCIAUX

PIERRE HAMEL

NOUS AVONS RÉUNI LES OBSERVATIONS ET CALCULS D'EXPERTS.

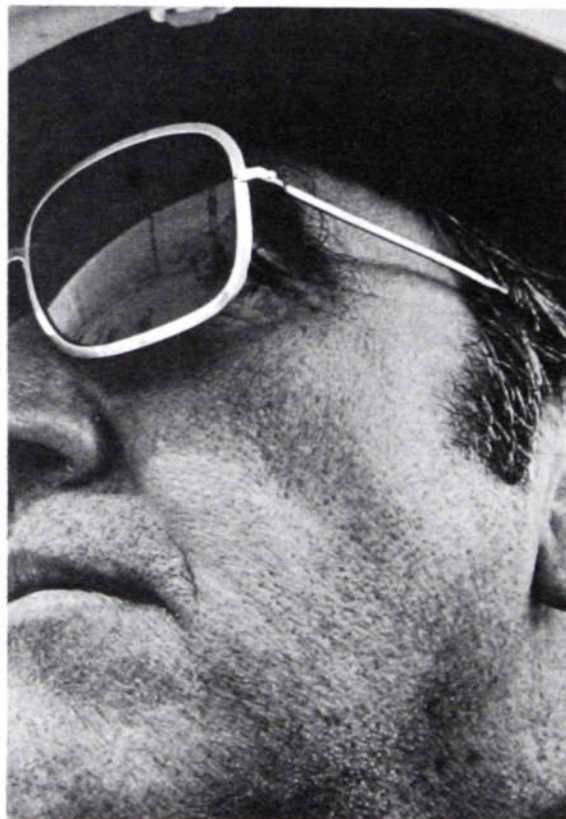


PHOTO: MARCUS HALEVI

Aux Hautes Études Commerciales (HEC), le 29 novembre dernier, le ministre des Finances, Paul Martin, a déclaré que le déficit du Gouvernement fédéral, pour l'année en cours, allait se situer entre 44 et 46 milliards \$. Il n'en fallait pas plus pour que s'accroisse la campagne, d'ailleurs bien orchestrée par le milieu des affaires et relayée par nos politiciens-nes, contre les programmes sociaux. Et si les causes du déficit de nos gouvernements résidaient plutôt dans la conjugaison d'une mauvaise gestion des fonds publics et des énormes avantages fiscaux consentis aux grandes entreprises, ainsi qu'aux citoyens-nes les mieux nantis-es?

En 1991, 100 milliards \$ de revenus des firmes canadiennes ont échappé au fisc, évadés vers des paradis fiscaux à l'étranger. La même année, une étude de Statistique Canada a révélé que l'essentiel de la dette fédérale provenait des dépenses fiscales. 44% de ces dépenses sont constituées par des abris fiscaux, 6% seulement vont aux divers programmes sociaux.

En 1987, plus de 90 000 entreprises rentables et qui ont fait des profits de l'ordre de 27 milliards \$ n'ont pas versé un seul centime dans les coffres du Gouvernement.

Notons que dans tous les types d'entreprises et d'établissements de commerce, des «dépenses personnelles», comptabilisées à titre de frais d'opération, apparaissent au bilan financier. Ces dépenses pourraient s'élever, chaque année, à 100 milliards \$ qui permettent autant de déductions d'impôt. Un manque à gagner, pour le Trésor public, supérieur à celui causé par l'économie au noir.

Au pays, la charge fiscale des entreprises ne cesse de s'amenuiser. En 1966, la part de celles-ci représentait 20% des recettes fiscales contre un peu moins de 10% actuellement (12 milliards \$ sur un total de 127 milliards \$ des revenus de l'État).

Au Canada, un écart de 45% subsiste entre le taux d'imposition des particuliers (72,5%) et celui des entreprises (27,5%). La moyenne, pour l'ensemble des pays du G-7, se situe à 59,6% pour les particuliers et à 40,4% pour les entreprises, soit un écart de 19,2%. Aux États-Unis, l'écart est de 32,4% (66,2% pour les particuliers, 33,8% pour les entreprises).

Au Canada, 368 000 personnes (soit 1,4% de la population) s'accaparent 40% de la richesse collective. Elles ont déclaré en 1991 des revenus totalisant 60 milliards \$, tout en ne contribuant que pour 18% des rentrées fiscales. En contrepartie, 82% de la population ont des revenus se situant à 30 000\$ annuellement ou moins, mais ils fournissent 25% des revenus de l'État.

La Loi C-92, adoptée l'an dernier par le Gouvernement conservateur, a prolongé jusqu'en 2042 l'exemption d'impôt déjà consentie en 1972 par le Gouvernement libéral, en faveur des fiducies familiales. Un manque à gagner, depuis cette date jusqu'à maintenant, de 10 à 15 milliards \$ pour le Trésor public.

Selon une étude de Revenu Canada, les particuliers ont payé, en 1985, 50 milliards \$ en impôts. En 1990, ils en ont payé 90 milliards \$, soit près du double. Par contre, les entreprises ont payé 8 milliards \$ en 1985, et 10 milliards \$ en 1990, soit une augmentation de 25% seulement.

M A R S - A V R I L 1 9 9 4
•
2 4 7
°
V O

FUITE DE FONDS

TÉMOIGNAGE DE YVES SÉGUIN, FISCALISTE
ET EX-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC

Yves Séguin s'insurge en observant qu'un grand nombre de compagnies canadiennes disent «investir» (et sont exemptées d'impôts en conséquence) en envoyant leurs revenus à l'étranger.

«Dès 1984, les États-Unis ont réglementé plus strictement ces pratiques. Au Canada, nos gouvernements sont restés indifférents. C'est devenu une vraie farce. Quand on parle d'abris fiscaux, il y a un nombre considérable d'entreprises qui investissent, ou plutôt qui déplacent 5 milliards \$ par année, soit deux fois les bénéfices de la TPS à travers le pays, pour l'année en cours. 5 milliards \$ qui ne sont pas déclarés au Canada, parce qu'ils sont investis aux Barbades ou ailleurs dans d'autres paradis fiscaux, comme l'a montré le Rapport 1992 du Vérificateur général. Au ministère des Finances, l'on nous dit: «Oui, on le sait, c'est vrai. On n'aime pas ça, mais on le fait parce que d'autres pays le font et qu'on veut être compétitif!» Un Gouvernement qui se tiendrait debout mettrait la hache là-dedans. Il sauverait 5 milliards \$, ce qui représente de deux à 2,5 milliards \$ de rentrées d'impôt. De quoi financer pas mal de services et de programmes sociaux.»


«Il est remarquable, dit aussi Yves Séguin, connu pour son opposition à la TPS et la TVQ, que les seules exemptions permises soient celles sur les transactions sur les valeurs mobilières à la Bourse. C'est une anomalie. La Bourse de Montréal transige en moyenne 2 milliards \$ par mois» (25 milliards \$ par année).

BIBLIOGRAPHIE

Le logement et la fiscalité: les sans-abris fiscaux réclament justice, FRAPRU, Mémoire soumis à la Commission parlementaire sur la fiscalité et les finances publiques, Janvier 1993, 16 pages.

Pour une fiscalité équitable: une solution aux déficits gouvernementaux, Léo-Paul Lauzon, Département des sciences comptables - UQAM, Novembre 1993.

Émission spéciale *La dette et les programmes sociaux*, Radio Centre-Ville CINQ-MF 102,3, Vendredi 22 octobre 1993, Simon Dumais.

L'aut'journal, n° 118, novembre 1993. 

l'aut' journal ans

Lisez les chroniques de

Michel Chartrand



Léo-Paul Lauzon



Jacques Guay



Nicole de Sève



et plusieurs autres

l'aut' point de vue

Abonnez-vous — 10 nos: 20 \$
(taxes incluses)

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____

Chèques à l'attention de *l'aut'journal*:
3575, boul Saint-Laurent, bureau 819
Montréal, H2X 2T7

HAÏTI: VOUS AVEZ DIT «SÉCURITÉ AU TRAVAIL?»

ANDRÉ LACHANCE

«**M**or sa a, pa katolik!» On aurait dit que tout le village se pressait autour du cercueil. Tous voulaient rendre un dernier hommage au jeune homme, décédé de façon inexplicable. Une mort bien étrange en vérité...

Didré, un solide gaillard aux muscles d'acier, s'était d'abord plaint de fatigue et de maux de tête. Puis de douleurs lancinantes à l'abdomen. Courageusement, il avait continué de travailler à l'atelier de recyclage de batteries installé dans l'arrière-cour d'un bourg haïtien. Il n'avait guère le choix: depuis le départ de son père - parti couper la canne à sucre en République dominicaine et dont on était depuis sans nouvelles -, Didré était le seul soutien de sa nombreuse famille. Et même malade, il aurait fallu être fou pour laisser un si bon emploi à 3\$ par jour...

Les semaines s'étaient écoulées, puis les mois. Didré travaillait toujours, même s'il avait de plus en plus de difficulté à soulever les lourds lingots de plomb produits par la fonderie artisanale. Inexplicablement, ses poignets et ses mains étaient devenus insensibles. Puis, son ventre s'était mis à gonfler et de fréquentes coliques le faisaient se torturer de douleur. C'est moribond qu'on l'amena chez le médecin. Dépassé, le vieux médecin se contenta de lui prescrire un purgatif, en se faisant payer les

10\$ - une fortune - requis pour la consultation.

Didré est mort le lendemain. Très vite, les ragots allèrent bon train, certains insinuant même qu'il avait été victime d'un empoisonnement délibéré... Il ne fut bientôt plus question que du mauvais sort qui s'acharnait sur l'atelier de récupération. Car Didré n'était pas seul en cause: chacun se rappelait les morts inexplicables de Boss Dominique, de Boss Gaspard, de Wilnor, de Jacques - tous employés au même endroit -, et survenues dans des circonstances étrangement similaires. Une paranoïa s'empara bientôt des esprits; on se mit à soupçonner un tel, à chuchoter que tel autre y trouvait son compte...

Longtemps, on se déchira, cherchant un coupable. Mais le «coupable» n'avait rien d'un humain ou d'un esprit. C'était un métal. Tous ces ouvriers étaient bêtement morts de saturnisme, d'un empoisonnement par le plomb.

Le vrai drame, c'est peut-être qu'on trouva à les remplacer. Facilement. Avec un taux de chômage et de sous-emploi qui dépasse les 60%, rares sont les Haïtiens qui peuvent se permettre de faire la fine bouche. Résultat, d'autres hommes manipulent encore du plomb



PHOTO: RON HAVIV - SABA

sans protection, à longueur de journée... Tant il est vrai que la mort a la vie dure, en Haïti.

LES BÊTES DE SOMME

Le saturnisme n'est pas le seul problème de santé et de sécurité au travail de la première République noire. Loin de là. Ces problèmes y sont cependant exacerbés par le mépris qu'éprouve, à tous les échelons de la société, le riche pour le pauvre, le puissant pour le faible, le patron pour l'employé. «Les patrons considèrent les ouvriers comme des domestiques ou des bêtes de somme», explique Gabriel Miracle, secrétaire à l'organisation, à la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH). «Ils sont très réfractaires à l'idée même d'un syndicat. Le dialogue est donc difficile. En

fait, à peu près personne ne se soucie de la santé et de la sécurité des ouvriers.»

Et M. Miracle de raconter des histoires d'horreur. Des histoires d'ouvriers travaillant sans masque dans la poussière à la Cimenterie d'Haïti, les mains brûlées par la chaux... De travailleurs analphabètes manipulant sans protection aucune, dans une chaleur suffocante, des produits toxiques à l'Acierie d'État... D'autres souffrant de tuberculose et obligés de travailler dans une fine poussière de farine qui leur bouche les bronches à la Minoterie d'Haïti. D'ouvriers mangeant sur le tas et buvant, quand elle est disponible, une eau impure, tout juste bonne à se laver les mains... De lieux de travail sans aire de repos, sans douches, parfois même sans toilettes!

«Bien des gens meurent ou sont malades au travail, et personne n'en sait jamais rien», m'affirmait de son côté Jean-Auguste Mesyeux, le président de la CATH, quelques jours avant que l'immeuble abritant la permanence de son syndicat, rue des Casernes, ne soit incendié par une main criminelle. «Prenez le cas de Richie Guersaint, un travailleur brûlé au deuxième degré aux

bras et au visage à la Cimenterie d'Haïti. L'accident est survenu à la fin de 1990, et il n'a toujours pas reçu de compensation. Il a même été révoqué... Ici, c'est comme ça. Quand un ouvrier est malade, on le flanque dehors sans aucun dédommagement et... au suivant!»

Il faut se promener en fin d'après-midi dans le quartier des usines d'assemblage de Port-au-Prince, et voir les visages harassés de fatigue de milliers de femmes tentant d'héler un tap-tap ou une camionnette afin de retourner dans leur bidonville pour reprendre à quel point la notion de santé et sécurité au travail est ici illusoire.

«Dans le parc industriel, le droit de cuisiner du patron ou du superviseur est une pratique généralisée», affirme même Idly Cameau, un militant syndical. «Ou elles acceptent, se plient aux désirs du boss, ou elles sont congédiées. La plupart souffrent en silence car elles ont besoin de leurs 15 gourdes!»

À LA CAMPAGNE

Toutefois, c'est à la campagne que vivent les trois quarts des Haïtiens-nes, tirant leur maigre subsistance de quel-

ques parcelles d'une terre érodée et pauvre. Une terre qu'ils travaillent encore à la houe, pieds nus dans la poussière! Là aussi, santé et sécurité au travail, connais pas! Comment pourrait-il en être autrement dans un pays où la malnutrition règne en maître?

Dans ce pays, la vie s'égrène autour de coupures de 1, 2 ou 5 gourdes (10, 20 et 50 cents au cours réel), transigées par des paysannes qui, droites et dignes comme des reines, se paient deux fois la semaine des petites «randonnées» de 20 km sur la crête des mornes, suivant stoïquement leur âne, un panier de 20 kilos sur la tête...

Elles ne sont pas les plus mal loties. Des dizaines de milliers de fils et de filles de paysans-nes croupissent en ville, sans emploi, prisonniers de l'existence sordide des bidonvilles qui s'étirent du côté de La Saline, de la Cité Soleil, de Carrefour et même de la Croix-des-Bossales. Même pour ceux et celles qui ont un gagne-pain, les conditions de travail sont dures, parfois même infrahumaines, comme celles des portefaix dont l'espérance de vie est très courte... Surtout en milieu urbain, dans les quartiers pléthoriques où la misère saute à la gorge. Dans les garages en plein air, sur les trottoirs, dans les arrières-cours où tout un peuple essaie vaillamment de survivre en pratiquant mille métiers...

Rue du Magasin de l'État, entre les squelettes des vieux Isuzu, des antiques Daihatsu, des Chevrolets des années 60, qui s'entassent dans une cour exiguë, des hommes percent, soudent et martèlent... Je m'approche d'un groupe de mécaniciens et de clients qui, appuyés sur des réservoirs laissant échapper une forte odeur d'essence, fument des Comme-il-faut, le visage torturé par des nuées de moustiques qui virevoltent incessamment dans la chaleur moite. Je m'adresse à l'un d'eux, essayant de trouver l'équivalent créole des mots santé et sécurité. Il me regarde, hagard, comme si je tombais d'une autre planète: «Vous avez dit SANTÉ et SÉCURITÉ au travail?»



PHOTO ALEX WEBB, MAGNUM



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

PLUS PLUS PLUS
D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

PAIEMENT INCLUS :

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998

20 ans d'action, 20 ans de passion!

Le Centre St-Pierre vous invite à fêter!

Comment? Par un spectacle-bénéfice avec le groupe vocal "Alternative". Un *show* sur mesure, parlant de la vie, de nos rêves, avec des textes et des musiques de nos chansonniers populaires. Après le spectacle, une fête aura lieu sur place pour nous permettre de nous retrouver et d'échanger.

Quand? Vendredi le 22 avril 94, à 20 h

Où? À l'auditorium du cegep Maisonneuve (métro Pie IX)

Combien? 15 \$ par personne

*Vous pouvez vous procurer vos billets au Centre St-Pierre,
1212 Panet (métro Beaudry)
Pour informations: (514) 524-3561, poste 407*





Arrêtons le démantèlement des services publics

Sous prétexte de réorienter les services publics et les programmes sociaux pour mieux répondre aux besoins de la population, le gouvernement Johnson démantèle progressivement les services publics. Du coup, les grandes orientations que nous nous sommes données comme société sont remises en question. Le gouvernement n'a aucune légitimité pour procéder de la sorte.

Un changement de cap s'impose

Vouloir sabrer davantage dans les services, c'est mettre en péril un système qui a permis d'améliorer la santé, l'éducation et la qualité de vie de l'ensemble de la population du Québec. Le gouvernement doit mettre en oeuvre des politiques qui garantissent la pérennité et le renouvellement de notre outillage collectif ainsi que le développement de notre société. Agissons pour forcer le gouvernement à changer sa trajectoire et à redevenir un agent de développement économique et social.